

Informationnsblatt

N°121 – 2013

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis


3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 7 février 2014
11	Gemeinderatssitzung Sanem vom 7. Februar 2014 Neue Sporthalle in Sanem
18	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 7 mars 2014
29	Gemeinderatssitzung Sanem vom 7. März 2014 Einblick in die Maison Relais der Gemeinde
34	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 5 mai 2014
43	Gemeinderatssitzung Sanem vom 5. Mai 2014 Energiespar-Musterhaus «Maison 2020» gestimmt
50	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 16 juin 2014
65	Gemeinderatssitzung Sanem vom 16. Juni 2014 Gemeinsamer Widerstand gegen die Umgehungsstraße und die Tanklager von Bascharage

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F'CREATIONS

Textes et photos: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du vendredi, 7 février 2014

date de l'annonce publique:	31 janvier 2014
date de la convocation des conseillers:	31 janvier 2014
début:	8h30
fin:	11h45

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Reuter-Angelsberg Dagmar

Premier votant:

M. Urbany Serge

M. Piscitelli José n'a pas pris part au vote des points 12 et 13 et a quitté la séance après le vote du point 34.

Mme Reuter-Bauler Carine n'a pas pris part au vote des points 14 à 18.

Mme Asselborn-Bintz Simone n'a pas pris part au vote des points 16 à 20 et a quitté la séance après le vote du point 29.

M. Urbany Serge n'a pas pris part au vote du point 27.



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Construction d'un hall multisports à Sanem. Devis estimatif détaillé: 7.383.000,- € (article budgétaire: 4/822/221311/12054)

Vote relatif à un report du point 2 à une séance ultérieure proposé par Monsieur Urbany Serge:

Vote(s) positif(s): 1 Urbany Serge	Vote(s) négatif(s): 13 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlesser Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine
---------------------------------------	--

Vote relatif à l'approbation du projet définitif:

Vote(s) positif(s): 13 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlesser Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Abstention(s): 1 Urbany Serge
--	----------------------------------

3. Réparations et extension du réseau d'eau potable pour les années 2014 à 2015. Devis estimatif détaillé: 560.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/99002)

Vote unanime

4. Fourniture de matériel pour la réparation du réseau d'eau potable pour les années 2014 à 2015. Devis estimatif détaillé: 400.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/99001)

Vote unanime

5. Réaménagement des conduites de distribution du réservoir Loetschef.
A. Devis estimatif détaillé: 1.075.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/12044)

Vote unanime

- B. Devis estimatif détaillé: 325.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/12045)

Vote unanime

6. Renouvellement des installations d'éclairage du terrain de football à Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 260.000,- € (article budgétaire: 4/810/221200/13098)

Vote unanime

7. Travaux d'entretien de la "Maison Feis" sise rue de la Poste à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 215.000,- € (article budgétaire: 4/690/221311/13116)

Vote unanime

8. Réparations et extension du réseau de canalisation pour les années 2014 à 2015. Devis estimatif détaillé: 150.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/99001)

Vote unanime

9. Réparation et entretien des voiries pour les années 2014 et 2015. Devis estimatif détaillé: 60.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/99002)

Vote unanime

10. Acquisition d'un Smart Ed (electro drive). Devis estimatif détaillé: 17.015,40 € (article budgétaire: 4/542/223210/99001)

Vote unanime

11. Confection d'une séparation pour le tennis de table au CORKS. Devis estimatif détaillé: 9.000,- € (article budgétaire: 4/822/221311/13030)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

12. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier - nouveau quartier - concernant la construction de deux résidences à 7 appartements portant sur des fonds sis à Soleuvre au lieu-dit «rue d'Esch» pour le compte de la société PROM-SCA S.A.

Vote unanime

13. Dénomination de la rue dans le périmètre du PAP au lieu-dit «Ënnert dem Dréisch» à Soleuvre

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

14. Approbation d'un compromis d'échange et de cession à titre gratuit avec le sieur HENGEN Georges

Vote unanime

15. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société EMESTE S.A. concernant une parcelle de terrain à Sanem

Vote unanime

16. Approbation de la résiliation du contrat de bail avec la dame JUNGEN-CHRISTOPHORY Marie

Vote unanime

17. Approbation d'un contrat de bail avec la dame JUNGEN-WIRZ Gabrielle

Vote unanime

18. Approbation de la résiliation du contrat de bail avec la dame SCASSELLATI Sabrina et Monsieur SIMOES FIGUEIREDO Paulo

Vote unanime

19. Approbation d'un contrat de bail avec le sieur Romain Arnold ANEN

Vote unanime

20. Approbation de la résiliation du contrat de bail avec les consorts FORTES-DA GRAÇA

Vote unanime

FINANCES

21. Prolongation de l'échéance au 31 décembre 2014 de la ligne de crédit de 6.000.000 € votée par le conseil communal en date du 12 décembre 2011, afin de préfinancer la participation du Ministère de la Famille et de l'Intégration aux frais de construction du nouveau CIPA Belval

Vote unanime

22. Autorisation de principe au collège des bourgmestre et échevins de contracter un emprunt de 6.000.000,- euros pour financer les projets prévus au budget extraordinaire

décide

- d'annuler la délibération du 04 octobre 2013 concernant l'autorisation de principe donnée au collège des bourgmestre et échevins de contracter un emprunt de 6.000.000,- euros pour financer les projets prévus au budget extraordinaire
- de contracter pour l'exercice financier 2014 un emprunt de 6.000.000,00 € sous les conditions suivantes, à savoir:

Montant:	6.000.000,00 €
Durée:	20 ans
Mise à disposition:	par tranches
Remboursement:	par paiements trimestriels comprenant capital et intérêts
Arrêtés de compte:	trimestriels
Taux d'intérêt débiteur:	taux variable EURIBOR 3 mois, ajustable selon l'évolution générale des taux du marché s'y ajoutant une marge bénéficiaire éventuelle
Méthode de calcul:	Nombre de jours réels / 360
Commission et frais:	néant

3. et charge le collège des bourgmestre et échevins à demander des offres auprès des instituts financiers.

Vote unanime

23. Approbation d'un subside conformément à la convention relative à la «Subvention d'un uniforme en faveur des quatre sociétés de musique de la Commune de Sanem»

En faveur	Objet	Montant accordé
des 4 sociétés de musiques	nouveaux uniformes au cours de l'année 2012	9.198,84 €

Vote unanime

24. Approbation de subsides en faveur de la «Protection civile Sanem»

En faveur	Objet	Montant accordé	Article budgétaire
Protection civile Sanem	matériel (Haspel de sécurité)	3.664,00 €	3/320/6481201/99002
Protection civile Sanem	Équipe TRT (formation)	5.000 €	3/320/6481201/99002

Vote unanime

PERSONNEL - ADMINISTRATION

25. Création d'un poste d'agent municipal et garde-champêtre m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote(s) positif(s): 13	Vote(s) négatif(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Urbany Serge

26. Création d'un poste d'ingénieur technicien m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

27. Conversion d'un poste d'éducateur diplômé à mi-temps et à durée indéterminée en un poste de kinésithérapeute à mi-temps et à durée déterminée, sous le statut de salarié sous la convention de la CCT-SAS, carrière PS1, pour les besoins du CIPA «Résidence op der Waassertrap»

Vote unanime

DIVERS

28. A. Présentation du «Pacte climat»
B. Approbation d'un contrat relatif au «Pacte climat» entre l'Etat, My Energy et la commune de Sanem

Vote unanime

29. Statuts - Luxlug Luxembourg Lego User Group

Prise de connaissance des statuts.
Catégorie 1.3.

30. Quête à domicile - Suessemer Guiden a Scouten Troupe Ste Catherine

Vote unanime

31. Modification de la composition des commissions consultatives

néant

32. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

Le conseil communal décide à l'unanimité de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Les dispositions concernant la rue d'Esch à Sanem (CR 110) sont modifiées comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées:

Article:	Libellé:	Situation:
3/1	Cédez le passage	Du parking à la rue d'Esch
4/5/1	Places de parcage, véhicules automobiles ≤ 3,5 t	Côté impair, entre les maisons n°17a - 19

- g. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux effectués sur la conduite d'eau au Croisement Quartier de l'Eglise - rue Grande-Duchesse Charlotte à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 3 février 2014;

Vote unanime

34. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - MAISON RELAIS

35. Démission de la dame PASQUINI épouse WESTER Doris, aide-éducatrice, avec une tâche de 16 heures /semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) avec effet au 31 décembre 2013

Démission accordée

PERSONNEL - SERVICES DE REGIE

36. Approbation d'une dérogation à la condition d'examen pour bénéficier de l'avancement dans la carrière de l'aide-artisan prévue par l'article 84 de la CCT des Ouvriers des Communes du Sud pour le sieur DE TOFFOL Ivan et conversion d'un poste de la carrière de l'ouvrier (carrière A) en un poste de la carrière de l'aide-artisan (carrière A2)

Dérogation approuvée

Gemeinderatssitzung Sanem vom 7. Februar 2014

Neue Sporthalle in Sanem

In der ersten Gemeinderatssitzung des Jahres am 7. Februar 2014 standen insgesamt 36 Punkte auf der Tagesordnung, von denen die beiden Punkte bezüglich des Bau einer neuen Sporthalle in Sanem und der Einstellung eines „agent municipal“ (dt.: Ordnungsbeamter“) die meiste Aufmerksamkeit auf sich zogen. Bevor die Sitzung offiziell eröffnet wurde, bat Bürgermeister Georges Engel die Déi Gréng-Rätin Dagmar Reuter-Angelsberg zu entschuldigen.

BELES

Beim ersten Tagesordnungspunkt informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) über eine Zusammenkunft mit dem Infrastrukturminister François Bausch betreffend die geplante Umgehungsstraße in Bascharage. Der Schöffenrat habe in dieser Versammlung nochmals seine Position klargestellt und seitens des Ministers sein Verständnis für die Sanemer Argumente und Beweggründe gezeigt worden. Der Schöffenrat betonte zum wiederholten Mal, dass die geplante Trasse der Umgehungsstraße keine Verbesserung für den hohen Verkehr in der Luxemburger Straße in Käerjeng bringen wird. Der Minister habe zugesichert, dass die von Sanemer Seite eingereichten Alternativrouten nochmal unter einem anderen Blickwinkel analysiert werden. Die geplante Ansiedlung der Tanklager am Standort Bascharage-Héierchen habe für noch mehr Druck gesorgt und in diesem Sinne hat der Schöffenrat ebenfalls eine Unterredung mit dem Wirtschaftsminister Etienne Schneider

angefragt. Diese wird in der kommenden Woche stattfinden und man wolle nochmal den Sanemer Standpunkt darlegen. Der Gemeinderat werde selbstverständlich in der nächsten Sitzung über dieses Treffen informiert.

LOKALE SPORTHALLE IN SANEM GESTIMMT

Beim ersten Abstimmungspunkt der heutigen Sitzung handelte es sich um den Bau einer neuen Sporthalle mit Aussenanlagen für 7,3 Mio. € in der Ortschaft Sanem. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass im Rahmen des bereits im vorigen Jahr präsentierten „Projet directeur“ (dt.: Masterplan) des Areal in Sanem, welches sich vom Fußballfeld bis zum Friedhof erstreckt, heute das Projekt der Sporthalle neben dem Fußballterrain vorgestellt und zum Votum gebracht werde



Eine neue, moderne Sporthalle wird in Sanem errichtet.

Es ist seit geraumer Zeit gewusst, dass die Situation in Sanem für den Schulsport, den Hobbysport und des Fußballvereines nicht optimal sei, so der Bürgermeister. Die bei-

den ersten sind der Multizweckhalle untergebracht und teilen sich dieses Gebäude mit kulturellen Veranstaltungen. Dies zieht regelmäßig Überschneidungen mit sich bei denen man sich oft anpassen muss. Außerdem ist eine Mehrzweckhalle immer nur eine Zwischenlösung. Es ist kein richtiger Sportsaal, aber auch keine richtige Festhalle. Daneben stellt sich immer wieder das Problem mit den Umkleidekabinen des Fußballvereins. Bei einem parallel laufenden Damenfußballspiel fehlt es an Umkleiden und die Schiedsrichterkabine ist auch nicht konform.

Da diese Problematik schon seit längerer Zeit bekannt war, haben die Gemeinde und die Regierung im Rahmen des Dossier „Untersuchungshafenanstalt Uerschterhaff“ eine Vereinbarung getroffen, dass der Staat extra Subsidien für die Anpassung von schulischen, sportlichen und kulturellen Infrastrukturen in Sanem gewährleistet. Dies bedeutet anstelle der üblichen finanziellen Unterstützungen gibt es global 70 % staatlicher Finanzhilfen.

In einer ersten Phase hat sich der Schöffenrat im Rahmen eines Masterplans Gedanken gemacht, wie sich das betroffene Areal in Sanem in den kommenden Jahren entwickeln könnte um den Bedürfnissen der Sanemer Einwohner und Vereine zu entsprechen, sei es auf schulischer, kinderbetreuungstechnischer, sportlicher oder kultureller Ebene. In diesem Sinne hilft ein sogenannter Masterplan die Gesamtsituation zu analysieren und somit zu verhindern, dass man sich mit einem bestimmten Projekt eine andere Möglichkeit verbaut.

Ein solch großes Vorhaben bringt natürlich auch Kosten mit sich und die Subsidien seitens des Staates decken nur einen Teil davon. Deshalb wurde untersucht inwiefern ein Teil des Areals durch Wohnungsbau wiederverwertet werden könnte. Die Grundstücke längs der rue de Niederkorn werden in Zukunft in Baugelände umgewandelt und die zurzeit sich dort befindenden Infrastrukturen wie Parkplätze, Umkleidekabinen und die Buvette des Fußballvereins verlagert werden bzw. in der neuen Sporthalle untergebracht werden. Die Bauplätze werden danach verkauft und decken somit einen weiteren Teil der kommunalen Ausgaben für das Gesamtprojekt.

Die finanzielle Unterstützung des Staates besteht darin, dass sich das Wasserwirtschaftsamt mit 70 % an der Verlagerung des Baches und das Sportministerium mit 70 % am Bau der Sporthalle (Außenanlagen und Bau terrain ausgeschlossen) beteiligt. Dies bedeutet Einnahmen in Höhe von Minimum 2,9 bis 3,6 Mio. €

Um dieses Projekt zu verwirklichen, muss die Gemeinde allerdings noch 2 Grundstücke für einen Gesamtpunkt von 650.000 € aufkaufen.

Außerdem ist neben der neuen Sporthalle eine Kletterhalle vorgesehen. Es wurde eine Vorvereinbarung mit einer Privatperson getroffen, die ein Grundstück über das „droit de superficie“ erhält um dort eine Kletteranlage zu errichten. Diese Vereinbarung wird noch bearbeitet und wird in der nächsten Gemeinderatssitzung im März dem Gemeinderat vorgelegt.



So könnte die neue Sporthalle in Sanem aussehen.

Nach den Erläuterungen von Bürgermeister Georges Engel (LSAP), gab der technische Dienst der Gemeinde gemeinsam mit dem zuständigen Ingenieurbüro BENG weitere Details zum Projekt der neuen Sporthalle in Sanem.

Durch die parallel zum Fußballfeld gebaute Halle und die 18 neuen Baugrundstücke (jeweils mit einer Breite von 8 bis 12 Meter und einer Tiefe von ungefähr 35 Meter) längs der Straße verschwinden die 53 bestehenden Stellplätze. Diese werden durch 100 neue Parkplätze ein paar Meter weiter entfernt ersetzt. Außerdem wird unter anderem der momentan kanalisierte Bach herausgehoben und die Gasleitung umgeleitet. Zwischen dem neuen Parkplatz und der Sporthalle werden neben der geplanten Kletterhalle viel Grün und ein Spielplatz angelegt.

Die 25x45 Meter lange Sporthalle beinhaltet auf dem Erdgeschoss unter anderem 6 Umkleidekabinen, einen Sanitäranlagenblock und eine Buvette. Im ersten, nicht für die Öffentlichkeit zugänglichen Stockwerk befinden sich nur die Technikräume. Die Halle wird 7,50 Meter hoch sein und somit an alle Ballsportarten angepasst.

Anschließend betonte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass das Ziel eine Halle für den Schulsport gewesen sei und es deshalb keine Zuschauerränge geben wird. Es soll also kein großer Sportkomplex wie auf dem Scheierhaff werden, da dies nicht in jeder Ortschaft benötigt werde, sondern man wolle hier den Bedürfnissen von Sanem gerecht werden.

Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) bedankte sich zunächst im Namen der Sanemer Vereine. Diese Sporthalle werde sicherlich viele Probleme lösen, so die CSV-Politikerin. Danach stellte sie die Fragen ob der Grünstreifen hinter der Mehrzweckhalle verschwinden werde und ob an das Überschwemmungsrisiko der rue de Niederkorn gedacht worden sei. Der zuständige Ingenieur antwortete, dass der besagte Grünstreifen effektiv wegen des neuen Parkplatzes entfernt werden müsse. Zu der Überschwemmungsproblematik versicherte er, dass ein weiteres Wasserauffangbecken bei der neuen Halle (neben dem bereits errichteten beim Sanemer Schloss) für ein geringeres Risiko sorgen werde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fügte dem noch hinzu, dass die Renaturierung des Baches ebenfalls dazu beitragen wird, größere Wassermassen zurückzuhalten.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler stellte dann die Frage warum keine Photovoltaikanlage auf dem Dach der Sportanlage vorgesehen sei. Gemeindeingenieur Marc Peffer erklärte daraufhin, dass für dieses Gebäude

die Alimentierung nicht rentabel sei und zudem die Subsidien hierfür heruntergeschraubt worden seien.

Danach meldete sich Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lenk) zu Wort. Seiner Meinung sei die vorher bereits gestellte Frage nach der Überschwemmungsgefahr mehr als berechtigt. Er vertraue aber den Aussagen der Ingenieure, dass das Problem gelöst sei. Allerdings habe er größere Bedenken was den Bau der Kletteranlage betrifft. Seiner Meinung nach passe ein hoher Turm nicht unbedingt in einen Wohnort und forderte genauere Details zur finanziellen Regelung.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass es sich hierbei um eine Privatperson handele, die an die Gemeinde herangetreten ist und das Projekt einer Kletterhalle zu präsentieren. Diese Person, die eine S.à.r.l. gegründet hat, wird die Kletteranlage selber bauen und später als eigenständigen Betrieb führen. Die Gemeinde ist also nur wegen des Standortes indirekt in dieses Projekt involviert. Es passe jetzt in die Erschließung des besagten Areal, ins Gesamtbild eines Sporterlebnisses in Sanem. Natürlich benötige der Klettersport eine gewisse Höhe des Gebäudes. Hierzulande seien die meisten Kletterwände nur bis zu 8 Meter hoch. Allerdings seien 20 Meter, wie in der Halle in Arlon, Wunsch der Klettersportler. Er sei der Ansicht, dass eine Kletterhalle gut ins Bild passe, da die Sporthalle ebenfalls eine Höhe von 15 Metern erreichen werde. Außerdem wird die Distanz zu den neuen Einfamilienhäusern 130 Meter haben. Zudem wird die Gemeinde im Gegenzug gewisse Vorzüge erhalten, zum Beispiel für Schule und „Maison Relais“. Dem stimmte Schöffin Myriam Cecchetti (Déi gréng) ebenfalls zu. Die Kletterhalle passe sehr gut zu den anderen Sportinfrastrukturen und mache mehr Sinn an diesem Standort als auf einer grünen Wiese. Diese Halle werde einzigartig in Luxemburg und sei eine Bereicherung für die Gemeinde.

Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany zeigte sich weiterhin nicht überzeugt und blieb bei seinem Standpunkt, dass die Kletterhalle zu hoch sei. Sie passe eher bei einem Komplex wie der Scheierhaff in Zolwer und nicht in ein Wohngebiet. Außerdem kritisierte er, dass dieses Projekt ein PPP (Public Private Partnership) sei. Er sei zwar einverstanden mit dem Bau der Sporthalle, allerdings könne er die restlichen Details der Erschließung des Areal nicht gutheißen. Zudem habe er Bedenken Grundstücke zu verkaufen um Geld zu bekommen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete zunächst, dass es sich bei der Kletterhalle keineswegs um ein PPP handele. Der Masterplan bezüglich des Areal wurde bereits vor 1 Jahr vorgestellt und man müsse nun

Entscheidungen treffen. Vom stadtplanerischen Sichtpunkt her, mache es sogar sehr viel Sinn an dieser Stelle Häuser zu bauen. Der Standort Scheierhaff wurde selbstverständlich auch in Betracht gezogen, allerdings verfüge die Gemeinde dort über kein Grundstück auf dem eine Kletterhalle errichtet werden könnte.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) betonte ebenfalls, dass es sicherlich kein PPP sei. Die Gemeinde wolle nur ein Grundstück zur Verfügung stellen und es so ermöglichen, dass eine Trendsportart in Sanem betrieben werden kann. Und dies sei nicht nur ein Pluspunkt für die Kinder, sondern auch eine touristische Attraktion hier in Luxemburg.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) zeigte ein wenig Verständnis für seinen Déi Lénk-Kollegen. Es sei zwar kein klassisches PPP, aber trotzdem eine Partnerschaft zwischen der Gemeinde und der Privatperson, die die Kletterhalle betreiben wird. Dennoch solle dies kein Hindernis sein um das Projekt nicht gutzuheißen. Im Rahmen des Masterplans wurde lange hin und her überlegt, und so wie es jetzt da stehe, sei es die beste Lösung.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) verlangte dennoch die Vertagung dieses Abstimmungspunktes. Sein Antrag wurde allerdings nicht vom Gemeinderat angenommen. Anschließend wurde der Bau der Sporthalle mit allen Außenanlagen mit 13 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme von Déi Lénk verabschiedet.

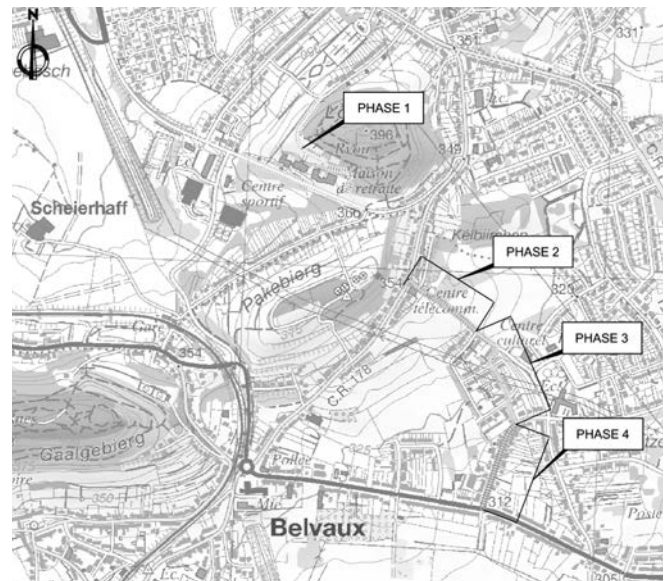
INVESTITIONEN IN DAS WASSER-, KANALISATIONS- UND STRAßENNETZ

Bei den nächsten beiden Punkten ging es um die Kostenvoranschläge für Reparatur- und Ausbauarbeiten des Wasserleitungsnetzes für die Jahre 2014 bis 2015 in Höhe von 560.000 € und das hierfür benötigte Material in Höhe von 400.000 €. Diese Summen wurden einstimmig vom Gemeinderat angenommen um in den nächsten 2 Jahren das Netz in Stand zu halten respektive punktuell zu erweitern.

Weitere 150.000 € für die Instandhaltung- und Erweiterungsarbeiten am Kanalisationsnetz bzw. 60.000 € am Straßennetz für die kommenden Jahre 2014 und 2015 wurden ebenfalls ohne Einwände gestimmt.

Für genauere Details zur Erneuerung der Wasserverteilungsleitung des Reservoirs Loetschef waren der techni-

sche Dienst der Gemeinde und das Ingenieurbüro Schroeder & Associés anwesend. Diese erklärten zunächst, dass dieses Projekt auf der Trinkwasserstudie für die Gemeinde Sanem beruht und unter anderem zur Unterstützung der Trinkwasserversorgung des Standortes Belval dient. Die gesamten Arbeiten verteilen sich auf 4 Phasen, von denen heute nur die beiden ersten zur Abstimmung stehen.



Erneuerung der Wasserleitungen des Reservoirs Loetschef.

Die erste Phase besteht darin, die bestehenden Leitungen in der Scheierhaffstrooss umzuleiten. Die Umbauarbeiten des ehemaligen Altenheims in ein Studentenwohnheim beschleunigten den Zeitplan des bereits geplanten Projektes. Außerdem werden unter anderem neue Creos- und Post-Anschlüsse gelegt, eine neue Verteilerleitung für die Versorgung von Belval angelegt und die Eltrona-Leitungen verstärkt. Die rue du Bois erhält zudem eine neue LED-Beleuchtung.

In der zweiten Phase geht es hauptsächlich um den Geessewee. Hier wird eine neue Wasserleitung zwischen der rue de Soleuvre und der rue J. Battin verlegt. Sudgaz unternimmt in diesem Rahmen ebenfalls Arbeiten an ihrem Netz und die Eltrona-Leitungen werden auch hier verstärkt. Daneben erhält der Geessewee auch eine LED-Beleuchtung.

Beide Kostenvoranschläge von 1.075.000 € und 325.000 € wurden einstimmig bewilligt.

Anschließend verabschiedeten die Gemeinderäte einhellig die Erneuerung der Beleuchtungsanlage des Fußballfeldes in Ehleringen für 260.000 €, den Kauf eines Elektro-



In Zolwer entsteht hier eine neue Wohnsiedlung.

autos für 17.015,40 € und die Anschaffung einer Trennwand für den Tischtennis-Saal im CORKS für 9.000 €

Die Renovierungsarbeiten der im letzten Jahr gekauften „Maison Feis“ in der rue de la Poste in Beles belaufen sich auf 215.000 €, die einstimmig verabschiedet wurden. Neben der Erneuerung der Fassade werden Anstrich- und Gipsarbeiten vorgenommen, die elektrischen Leitungen werden neu verlegt und einige Türen müssen im Rahmen des Brandschutzes ersetzt werden.

Erster Nutzer der neuen Räumlichkeiten wird das später neu geschaffene Ordnungsamt der Gemeinde werden. Das Haus wird in Zukunft auch die „Maison de la Laïcité“ und ein Büro der „Dysphasie asbl“ beherbergen.

NEUE WOHNANLAGE „ENNERT DEM DRÉISCH“ IN ZOLWER

Der Gemeinderat gab danach seine Zustimmung zum Teilbebauungsplan (PAP) des neuen Wohnviertels in der rue d'Esch in Zolwer. Hier wird das Bauunternehmen Prom-Sca 2 Wohnresidenzen mit jeweils 7 Appartements errichten. Speziell hervorzuheben ist, dass der Bauunternehmer einen Fußweg anlegt, der von der Wohnsiedlung „Ennert

dem Dréisch“ vorbei an den neuen Residenzen und dann bis zu den bestehenden Wohnungen auf der Place de l'Indépendance führt.

Grünes Licht gab es auch für die Straßenbenennung der bereits genannten Wohnsiedlung „Ennert dem Dréisch“. Da diese Bezeichnung schon unter der Bevölkerung sehr bekannt ist, wollte man diesen Namen auch für die Straßen beibehalten.

Danach wurden 7 Immobilientransaktionen einstimmig bewilligt.

Die Verlängerung der Kreditlinie von 6 Mio. € für den Bau des neuen Altenheims in Belval wurde ebenfalls ohne Gegenstimme angenommen. Ebenso wurde die Aufnahme eines Kredits in Höhe von 6 Mio. € zur Finanzierung von Projekten des extraordinären Budgets gutgeheißen.

Laut der Konvention von 2006 zwischen der Gemeinde und den 4 lokalen Musikvereinen übernimmt die Gemeinde 75 % der Anschaffungskosten für neue Uniformen. Diese belaufen sich für das Jahr 2012 auf 9.198 €, die der Gemeinderat ohne Einwände bewilligte.

Die „Protection civile“ der Gemeinde erhält ebenfalls über 5.000 € für neues Material. In diesem Zusammenhang fragte CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler, ob es sich hier nicht um eine unnötige Doppelausgabe han-

dele, da ihr zu Ohren gekommen sei, dass die Feuerwehr über das gleiche Material verfüge. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass er nicht im Detail über eventuelle Überschneidungen Bescheid wüsste, aber dass man es nachfragen werde.

NEUES ORDNUNGSAMT IN DER GEMEINDE SANEM

Beim nächsten Punkt ging es um die Schaffung eines neuartigen Postens für die Gemeinde Sanem. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab hierzu alle nötigen Erläuterungen.



In der Gemeinde Sanem gibt es nun auch einen „agent municipal“.

Der Parkraum in der Gemeinde steht vor einem Umbruch. Das Viertel Belval verbindet Sanem mit der Nachbargemeinde Esch, die in nächster Zeit auf ihrem Teil Parkautomaten aufstellen wird. Dies wird sich also auf die Parksituation der eigenen Gemeinde auswirken und dementsprechend müsse man die Wohnviertel in Sanem nun anders reglementieren. Es gibt hierzu konkrete Ansätze, die bereits in der Verkehrskommission präsentiert wurden. Jede Reglementierung macht aber nur Sinn,

wenn sich daran gehalten wird und deshalb benötige man auch Ordnungsbeamte (lux.: Pechert, frz.: agent municipal). In der Gemeinde gibt es zwar schon Parkverordnungen, wie zum Beispiel zeitlich begrenzte oder das Lieferwagen-Reglement, jedoch hat die Polizei nicht die Möglichkeit jeden Tag Kontrollen vorzunehmen. Mit der Einführung der Ordnungsbeamten wird dieser Zustand ebenfalls verbessert.

In einer ersten Phase wird zunächst 1 Person eingestellt und danach wird das Ordnungsamt nach Bedarf ausgeweitet. Deshalb wird bei der ersten Rekrutierung nach einer Person gesucht, die über eine gewisse Erfahrung verfügt. Des Weiteren erhält dieser Beamte auch die Funktion des Feldhüters (frz: garde-champêtre) und wäre somit vom Gesetz her auch gestattet das Einhalten von verschiedenen anderen Gemeindeverordnungen zu kontrollieren.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) äußerte seine Bedenken zu dieser Postenschaffung. Dies sei der falsche Weg. Die Gemeinde Sanem sei eine Landgemeinde, nicht zu vergleichen mit der Stadt Esch. Der Status der Ordnungsbeamten sei auch noch nicht geregelt und müsse noch im Parlament behandelt werden. Außerdem sei es unabdingbar, dass man bei einer solchen Reglementierung die Park&Ride-Parkplätze gebührenfrei lasse. Dieser Posten gehe also in eine falsche Richtung und mache seiner Meinung nach keinen Sinn.

LSAP-Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp meldete sich danach zu Wort: „Es geht nicht darum jemanden zu bestrafen sondern die Lebensqualität der Einwohner Sanems zu verbessern.“ Durch Langzeit-Parker werden vielen Einwohnern viele Parkmöglichkeiten verwehrt und eine Reglementierung verbessere die Situation. Es gebe natürlich noch Details abzuklären, z.B. ob man zeitliche Begrenzungen festlegen oder „Parking résidentiel“ einführen soll. Diese Verordnungen können nicht von heute auf morgen aufgestellt werden, deshalb werden noch weitere Studien vorgenommen werden.

Dieser Punkt wurde sodann mit 13 Ja-Stimmen gegenüber dem Nein-Votum von Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) verabschiedet.

Danach stimmten die Gemeinderäte die Schaffung eines Physiotherapeuten-Postens für das Altenheim (REWA - Réidence Op der Waassertrap) sowie die Schaffung eines speziellen Ingenieurspostens. Dieser zukünftige „travailleur désigné“ wird im Auftrag des Bürgermeisters und des Schöffenrats exklusiv im Bereich der Sicherheit (Sicherheit in den kommunalen Gebäuden, Sicherheit

am Arbeitsplatz, Arbeitskonditionen des Personals, Koordination und Kontrolle der nötigen Sicherheitsfortbildungen des Personals, Brandschutzprävention, etc.) arbeiten.

VORSTELLUNG DES KLIMAPAKTS

Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) erhielt beim nächsten Punkt das Wort. Sie bedankte sich zunächst beim Umweltberater der Gemeinde David Hengen für sein Engagement und die bereits vollbrachte Arbeit. Der Klimapakt sei sehr wichtig in den kommenden Jahren und um diesen umzusetzen wurde der Umweltberater auch unter anderem eingestellt. Dieser stellte dann den Klimapakt anhand einer Powerpoint-Präsentation vor.

Anschließend wurde der Vertrag bezüglich des Klimapaktes zwischen dem Staat, My Energy und der Gemeinde Sanem vom Gemeinderat verabschiedet.

Einstimmigkeit herrschte auch bei der Kenntnisnahme der Statuten des „Luxlug – Luxembourg Lego User Group“, bei der Haussammlung der Sanemer Scouts, bei der Umänderung der Hauptverkehrsreglementierung und bei den temporären Verkehrsverordnungen des Schöffensrates.

In der geschlossenen Sitzung trafen die Gemeinde noch 2 Personalentscheidungen bevor die heutige Sitzung nach 3 Stunden beendet wurde.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 22 «AUTORISATION DE PRINCIPE AU COL- LÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS DE CONTRACTER UN EMPRUNT DE 6 000 000 € POUR FINANCER LES PROJETS PRÉVUS AU BUDGET EXTRAOR- DINAIRE» VUM 7. FEBRUAR 2014

Eis Fraktioun hat am Kader vun der Budgetdiskussioun 2014 de Wonsch ausgedréckt, dass d'Gemeng esoulues misst d'Handbrems bei den Emprunten zéien. Och den Inneminister huet a senger Zirkulär gefuerdert, dass een Emprunt nëmmen am äussersten Noutfall soll opgehol

ginn, souzesoen als leschten Auswee. Schliisslech wësse m'är alleguer, dass d'Zënsen, déi duerch een Emprunt op eis zoukommen, natierlech hier Auswierkungen op den ordinäre Budget wäerten hunn an et ass grad do wou d'CSV sech wënscht, dass un der Schrauf gedréint géif ginn.

Anerersäits sollen dës 6 Milliounen awer och zukunftssträteg Projekte finanzéieren, déi m'är jo och als CSV gréisstendeels matdroen. De Schäfferot huet eis och elo haut gesot, déi Sue géife jee no Besoin geholl gin; dat berouegt eis bedeitend.

An awer muss de Schäfferot och kënne verstoen, dass et fir eng Oppositioun schwéier ass, den Iwwerbléck ze behalen an dat esouwuel wat d'Beträg vu verschiddene Projeten ugeet ewéi och hir Opdeelung an der Zukunft (dat hu m'är iwwregens och schonn e puer Mol ugeprangert).

Loosse mer d'Sportshal fir Suessem, déi m'är haut gestëmmt hunn, als Beispill huelen. Am Budget 2014 wuere nëmmen 850 000 € fir déi agedroen, ouni ze wësse wat de geneeë Käschtepunkt kéint sinn. M'är sinn elo eréischt haut gewuer gi wéivill se tatsächlech am Total kascht, neemlech 7 383 000 € an dat ass nach ouni d'Erhéijung vun der TVA, déi jo am Raum steet. Leider wësse m'är och elo nach ëmmer net, wéi de Rescht vum Betrag op déi nächst Joere verdeelt wäert ginn.

„Lange Rede, kurzer Sinn“, m'är wëllen domat soen, dass m'är, wéi och schonn de 4. Oktober 2013, dës Punkt wäerte matstëmme, ouni awer eis Bémolen erëm nei ënnersträchen ze wëllen.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 07 mars 2014

date de l'annonce publique:	28 février 2014
date de la convocation des conseillers:	28 février 2014
début:	8h30
fin:	11h00

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

M. Bronzetti Denis

Premier votant:

M. Goelhausen Marco

**Mme Tornambé-Duchamp Nadine a quitté la séance après le vote du point 14.
Mme Reuter-Bauler Carine a quitté la séance après le vote du point 24.**



Ordre du jour

Hommage à la mémoire de M. Fred SUNNEN, Député maire honoraire décédé en date du 22 février 2014.

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

16.A Quête à domicile - Club Cycliste «Le Guidon Belvaux»

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Construction d'un hangar auprès du cimetière à Belvaux. Devis supplémentaire: 114.450,- € (article budgétaire: 4/831/221311/09016)

Vote unanime

3. Démolition de l'ancienne école dans la cité Kauffmann (place Edmond Zinnen) à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 80.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/13063)

Vote unanime

4. Réaménagement partiel des locaux de l'ancien centre d'intervention à Ehlerange pour les besoins des «Feldmais». Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/690/221311/13117)

Vote unanime

5. Acquisition d'un nouveau silo de stockage pour le sel de déneigement, travaux supplémentaires de génie civil. Devis supplémentaire: 40.000,- € (article budgétaire: 4/130/223800/13004)

Vote unanime

6. Acquisition d'un conteneur avec hayon élévateur pour le transport de divers matériaux pour les manifestations. Devis estimatif détaillé: 28.000,- € (article budgétaire: 4/130/223100/13079)

Vote unanime

7. Mise en conformité de la technique pour la fontaine d'eau à la place de l'indépendance à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € (article budgétaire: 4/621/211000/13059)

Vote unanime

8. Acquisition d'une voiture de service type fourgonnette 5 places pour les services de régie service environnement. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/13088)

Vote unanime

9. Acquisition d'une voiture de service type fourgonnette 2 places pour les services de régie - service bâtiments - surveillance équipe de nettoyage. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € (article budgétaire: 4/910/223210/13109)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

10. Modification du règlement sur les bâtisses

Vote unanime

11. Approbation de la modification ponctuelle du projet d'aménagement général concernant le reclassement de terrains aux abords de la rue de Niederkorn au lieu-dit «Taupeschwiss» à Sanem

Vote(s) positif(s): 13 Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessner Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine,	Abstention(s): 1 Urbany Serge
---	----------------------------------

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

12. Approbation d'un acte de vente avec le consortium d'héritiers KIEFFER concernant trois terrains sis à Belvaux

Vote unanime

FINANCES

13. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Athénée - Action humanitaire A.s.b.l.	Actions humanitaires	/	/
Natur & Umwelt	Subside de soutien	/	/
Médecins sans frontières	Urgence aux Philippines	/	/
Luxembourg Air Rescue	Subside de soutien	/	/
Alain Onana	Demande de subside pour CD	/	/
FLEK Lëtzebuerg FleegeElteren an hir Kanner	Subside de soutien	/	/
PADEM	Subside de soutien à des projets de développements	/	/
APEMH Fondation	Subside de soutien	100,00 € (2012)	100,00 €
Guiden a Scouten fir eng Welt A.s.b.l.	Subside de soutien	/	/
Dysphasie.lu A.s.b.l.	Subside de soutien	/	/
Handicap International	Subside à A.s.b.l. de soutien aux victimes des mines	/	/

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
CARE	Votre don de Noël pour CARE aide les enfants de la guerre	/	/
Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach	50 ^{ème} anniversaire de sa fondation	/	A demander par le Cercle Bouliste avec la demande de subside des associations
Lux Rollers	Demande de subside	/	/
Ligue Médico-Sociale	Médecine scolaire pour la Commune de Sanem, année scolaire 2012/2013	/	/
Ugda	Demande soutien financier conc. Concours européen de chant choral	/	/
Sportslycée	ISF Cross Country 2014 World School Championship	/	/

Vote unanime

PERSONNEL - SERVICES DE REGIE

14. Création d'un poste d'agent de nettoyage m/f à raison de 10 heures par semaine pour les besoins du département Bâtiments - service de nettoyage

Vote unanime

15. Conversion de deux postes de la carrière de l'artisan en la carrière du chef d'équipe avec C.A.T.P. pour les besoins du département Eau et du département Environnement

Vote unanime

DIVERS

16. Présentation du fonctionnement de la Maison Relais

16. A. Quête à domicile - Club Cycliste «Le Guidon Belvaux»

Vote unanime

17. Convention arrêtant les modalités de collaboration entre la Commune de Sanem et l'association sans but lucratif «D'Gemeng Suessem hëlleft»

décide

- d'approuver la convention arrêtant les modalités de collaboration entre la Commune de Sanem et l'association sans but lucratif «D'Gemeng Suessem hëlleft»;
- d'approuver la destination des fonds de l'asbl proposée pour les exercices 2013 et 2014, à savoir un projet de solidarité internationale au Cap Vert à réaliser en collaboration avec l'asbl «Beetebuerg helleft asbl» qui consiste dans le réaménagement et la rénovation de 50 habitations et la construction de 20 habitations dans différentes localités de Sao Filipe;
- d'accorder rétroactivement une subvention annuelle pour l'exercice 2013 à hauteur de 15.071,- euros.

Vote unanime

18. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/Parti / Association
1	Scolaire (Commission)	obligatoire	E KÜNZER Jeff	L-4470 SOLEUVRE	membre externe	Conseil des parents
2	Scolaire (Commission)	obligatoire	S LOEB Sammy	L-4480 EHLERANGE	membre externe	Conseil des parents
2A	Scolaire (Commission)	obligatoire	E LEMMER Véronique	L-4446 BELVAUX	membre externe	DP
2B	Scolaire (Commission)	obligatoire	S JEITZ François	L-4992 SANEM	membre externe	DP
3	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S FABER-HUBERTY Chantal	L-4380 EHLERANGE	membre externe	Conseil des parents
4	Sports (Commission des)	facultative	S ROMMES Pascal	L-4490 BELVAUX	membre politique	LSAP
5	Sports (Commission des)	facultative	E SCHWARMES Yves	L-4471 BELVAUX	membre politique	LSAP
6	Circulation (Commission de la)	facultative	S ROMMES Pascal	L-4490 BELVAUX	membre politique	LSAP
7	Circulation (Commission de la)	facultative	E GÜRSCHKE Alphonse	L-4417 SOLEUVRE	membre politique	LSAP
8	Circulation (Commission de la)	facultative	E GENGLER Patrick	L-4450 BELVAUX	membre politique	CSV
9	Circulation (Commission de la)	facultative	S LASCHETT E SVEN	L-4447 SOLEUVRE	membre politique	CSV
10	Finances (Commission des)	facultative	S STEFFEN Antoine	L-4450 BELVAUX	membre politique	LSAP
11	Finances (Commission des)	facultative	E KIRSCH Eugène	L-4450 BELVAUX	membre politique	LSAP
12	Environnement (Commission de l')	facultative	S KREFF Julien	L-4490 BELVAUX	membre politique	LSAP

13	Environnement (Commission de l')	facultative	E	PETTINGER Aloyse	L-4986 SANEM	membre politique	LSAP
13A	Environnement (Commission de l')	facultative	S	KUNZER Jeff	L-4470 Soleuvre	membre politique	DP
14	Culture (Commission de la)	facultative	E	WANDER- SCHEID Claudine	L-4993 SANEM	membre politique	LSAP
15	Troisième Âge (Commission du)	facultative	E	ARENS Richard (décès)	L-4446 BELVAUX	membre politique	CSV

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti / Asso- ciation
1	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	MONTEIRO MARQUES Luis	L-4438 SOLEUVRE	membre externe	Conseil des parents
2	Scolaire (Commission)	obligatoire	S	LAMBORELLE Robert	L-4993 SANEM	membre externe	Conseil des parents
2A	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	KUNZER Jeff	L-4470 Soleuvre	membre politique	DP
2B	Scolaire (Commission)	obligatoire	S	LEMMER Véronique	L-4446 BELVAUX	membre externe	DP
3	Restauration scolaire (Commission de la)	obligatoire	S	LARIBI Yasmine	L-4482 BELVAUX	membre externe	Conseil des parents
4	Sports (Commission des)	facultative	E	ROMMES Pascal	L-4490 BELVAUX	membre politique	LSAP
5	Sports (Commission des)	facultative	S	WELSCHER Christiane	L-4992 SANEM	membre externe	Entente Soleuvre
6	Circulation (Commission de la)	facultative	E	ROMMES Pascal	L-4490 BELVAUX	membre politique	LSAP
7	Circulation (Commission de la)	facultative	E	LASCHETTE Sven	L-4447 SOLEUVRE	membre politique	CSV
8	Finances (Commission des)	facultative	E	STEFFEN Antoine	L-4450 BELVAUX	membre politique	LSAP
9	Environnement (Commission de l')	facultative	E	KREFF Julien	L-4490 BELVAUX	membre politique	LSAP
9A	Environnement (Commission de l')	facultative	S	JEITZ François	L-4992 SANEM	membre externe	DP
10	Culture (Commission de la)	facultative	E	PETTINGER Aloyse	L-4986 SANEM	membre politique	LSAP
11	Culture (Commission de la)	facultative	S	DONDE- LINGER Claude	L-4415 SOLEUVRE	membre externe	Entente Soleuvre
12	Troisième Âge (Commission du)	facultative	E	MATTERN Paul	L-4435 SOLEUVRE	membre politique	CSV

Vote unanime



19. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

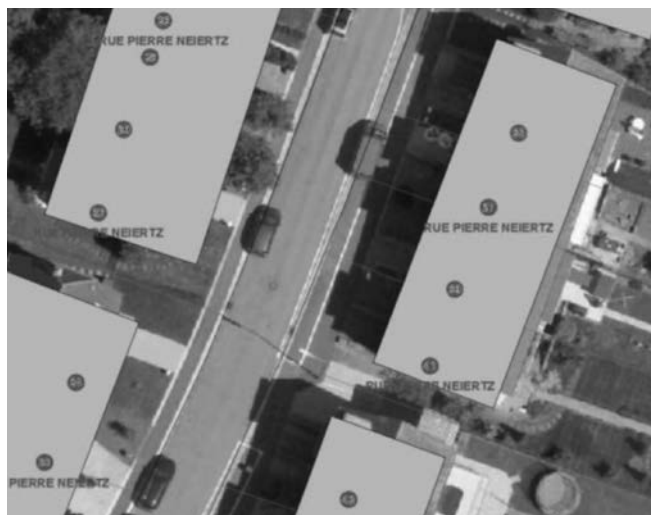
Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

Le conseil communal décide à l'unanimité de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Les dispositions concernant la rue Pierre Neiertz (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

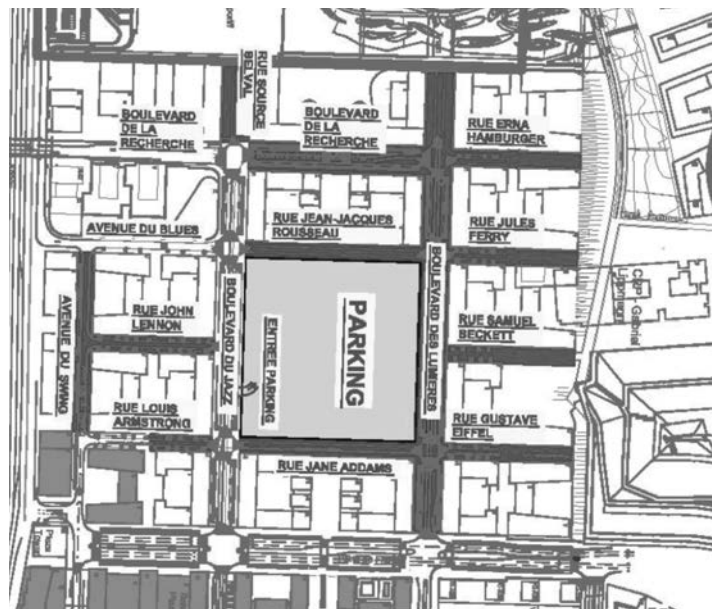
La disposition suivante est supprimée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	Sur une place, entre la maison n°32 et n°34



2. Les dispositions concernant la rue Louis Armstrong (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:
Les dispositions suivantes sont ajoutées:

Article:	Libellé:	Situation:
2/9	Passage pour piétons et cyclistes	- A l'intersection avec le boulevard du Jazz
3/1	Cédez le passage	- A l'intersection avec le boulevard du Jazz - A l'intersection avec le boulevard du Swing
4/1	Stationnement et parcage <48h	
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepté certains jours et heures	Sur toute la longueur



3. Les dispositions concernant l'avenue du Swing (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:
Les dispositions suivantes sont supprimées:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/2	Circulation interdite dans les deux sens, excepté cycles, patins à roulettes autorisés	Tout le long du chemin reliant la rue Waassertrap à l'avenue du Swing
3/1	Cédez le passage	À la sortie du chemin reliant la rue Waassertrap à l'avenue du Swing
4/3	Arrêt et stationnement interdit	Entre l'avenue du Blues et le lycée Bel-Val, des deux côtés de la rue
4/4	Arrêt d'autobus	Devant le lycée

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
3/1	Cédez le passage	À la hauteur de la Porte de France

4. Les dispositions concernant l'avenue du Blues (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:
Les dispositions suivantes sont ajoutées:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/2	Circulation interdite dans les deux sens, excepté cycles, patins à roulettes autorisés	Tout le long du chemin reliant la rue Waassertrap à l'avenue du Swing
3/1	Cédez le passage	À la sortie du chemin reliant la rue Waassertrap à l'avenue du Blues
4/3	Arrêt et stationnement interdit	Dans toute la rue, des deux côtés
4/4	Arrêt d'autobus	Devant le lycée

5. Les dispositions concernant le boulevard du Jazz (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:
La disposition suivante est supprimée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/3	Arrêt et stationnement interdit	Tout le long de la rue, des deux côtés

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/3	Arrêt et stationnement interdit	Entre le boulevard de la Recherche et l'avenue du Blues, des deux côtés

Vote unanime

20. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T au croisement de la rue d'Esch et rue du Moulin à Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 14 février 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Lisé et fils, dans la rue de Soleuvre à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 24 février 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de raccordement aux différents réseaux de la résidence n°8a rue de Limpach à Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 3 mars 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau Sudgaz par l'entreprise Bonaria et fils dans la rue Michel Rodange à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 3 mars 2014

Vote unanime

21. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

22. Nomination provisoire d'un ingénieur technicien m/f pour les besoins de l'administration communale sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps

Est nommé(e):
Sabotic Adis

23. Nomination provisoire d'un ingénieur technicien m/f au bureau des bâtisses sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps

Est nommé(e):
Aucun candidat n'a été retenu

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

24. Nomination d'un comptable (m/f) à plein-temps et à durée indéterminée pour les besoins du CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, (Carrière PA3.)

Est nommé(e):
Duarte Brites Sylvie

25. Nomination d'une aide-soignante, à durée déterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5


Est nommé(e):
Texeira Stéphanie

26. Nomination d'une aide-soignante, à durée déterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommé(e):
Claude Cindy

27. Nomination d'une aide-soignante, à durée déterminée avec une tâche de 20 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Plus de candidatures

- 
28. Nomination d'un éducateur diplômé m/f à raison de 40 heures/semaine au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, et à durée déterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PE5

Est nommé(e):

Haas Catherine

29. Nomination d'un kinésithérapeute m/f à raison de 20 heures/semaine au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, et à durée déterminée sous le statut de salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PS1

Est nommé(e):

Aucun candidat n'a été retenu



Gemeinderatssitzung Sanem vom 7. März 2014

Einblick in die Maison Relais der Gemeinde

Die Tagesordnung des Gemeinderates am 7. März 2014 beinhaltete insgesamt 30 Punkte, die in nur zweieinhalb Stunden behandelt wurden. Besonders hervorste- chend waren in der heutigen Sitzung die Präsentation der Maison Relais-Strukturen der Gemeinde und die Neuordnung (frz.: reclassement) der „Taupeschwiss“ an der rue de Niederkorn in Sanem, wo in Zukunft neben der neuen Sporthalle, Einfamilienhäuser und eine Kletterhalle entstehen sollen.



BELES

Vor der eigentlichen Gemeinderatssitzung wurde dem kürzlich verstorbenen Ehrenbürgermeister Fred Sunnen (CSV) gedacht.



Der Gemeinderat erwies dem kürzlich verstorbenen Ehrenbürgermeister Fred Sunnen (CSV) seine Ehre

Danach bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) Gemeinderat Denis Bronzetti (LSAP) zu entschuldigen und der Tagesordnung einen zusätzlichen Punkt (16A. Haussammlung des Radvereins Le Guidon) hinzuzufügen. Außerdem informierte er über die Unterredungen mit den Ministern François Bausch (Infrastrukturen) und Etienne Schneider (Wirtschaft) bezüglich der geplanten Umgehungsstraße und Tanklager in der Nachbargemeinde Käerjeng. Der Schöffenrat habe nochmals seinen Widerstand klargelegt und die Argumente der Sanemer Gemeinde wiederholt. Man habe ebenfalls Alternativen und andere Standorte zu den geplanten Projekten vorgelegt. Nun müsse man abwarten wie die jeweiligen Minister in diesem Dossier weiterverfahren werden.

ZUSÄTZLICHER KOSTENVORANSCHLAG FÜR DIE LAGERHALLE IN BELES

Der erste Punkt der heutigen Tagesordnung betraf einen zusätzlichen Kostenvoranschlag in Höhe von 114.450 € für die Lagerhalle für die lokalen Vereine hinter dem Friedhof in Beles.



Die Lagerhalle in Beles benötigt einen zusätzlichen Kostenvoranschlag.

Die zusätzlichen Kosten sind aus verschiedenen Ursachen entstanden. Einerseits liegt die Halle an einem leichten Hang und die diesbezügliche Erdaufschüttung zog Mehrkosten mit sich. Des Weiteren musste eine weitere Abdichtung der Bodenplatte vorgenommen und eine Stützmauer errichtet werden.

CSV-Gemeinderat Mike Lorang richtete einige Fragen an den Schöffenrat. Er wollte wissen wieviel dieses Projekt insgesamt gekostet hat, inklusive Lagerhalle, Abteile und Außenanlagen. Außerdem wolle er wissen ob es neben dem „Schwarze Wee“ noch weitere Zufahrten zur Halle geben wird und ob die Abteile alle vermietet sind. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass die genaue Summe nachgerechnet werden müsse. Zur Frage nach den Abteilen, informierte der Bürgermeister, dass die „Société avicole“ die Verwaltung der Halle übernommen hat und man für Details der Vermietung nachfragen müsse. Der Zufahrtsweg sei der „Schwarze Wee“, dieser soll allerdings auch nur zu diesem Zweck benutzt werden und nicht als normale Straße. Danach wurde dieser Punkt einstimmig verabschiedet.

Für 80.000 € wird die ehemalige Schule in der Cité Kauffmann (Place Edmond Zinnen) in Zolwer abgerissen. Bereits seit 10 Jahren wird das Gebäude nicht mehr benutzt und wird wegen des Zustandes auch nicht weiterverwendet. Der Abriss wurde aus Zeitmangel immer wieder verschoben, allerdings sei es nun endgültig an der Zeit, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Da sich an dieser Stelle kein schönes Bild mehr zeigte und der in Zukunft neue, freie Platz als zusätzlicher Parkraum genutzt werden könnte, stand dieser Punkt dieses Jahr wieder im Budget.

Ebenso stimmten die Gemeinderäte 50.000 € für die Neugestaltung des ehemaligen Interventionszentrums in Ehleringen. Somit sollen die Ehleringer „Feldmais“ anständige Räumlichkeiten erhalten.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab hierzu weitere Erklärungen. Seitdem die lokale Feuerwehr anderorts untergebracht ist, wird das Gebäude zu anderen Zwecken genutzt. In den Garagen im Erdgeschoss hat der technische Dienst der Gemeinde Material gelagert (z.B. Winterdienst). Der 1. Stock wird von den Ehleringer „Feldmais“ benutzt. Dieser eignet sich nämlich besser für die Aktivitäten der Pfadfinder, die manchmal auch Dreck verursachen, als der neuere „Kulturschapp“ in dem sich die Vereine die Räume teilen.

Der Kostenvoranschlag sieht einige Sicherheitsmaßnahmen vor, wie z.B. adaptierte Handläufe, andere Heizkörper, Folien in den Fenstern oder Brandschutztüren. Dazu werden Trennungswände installiert um die Räume effektiver nutzen zu können. Die

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) begrüßte dieses Vorhaben für die Ehleringer „Feldmais“ und fragte in diesem Rahmen auch nach einer Neuzeichnung der Parkplätze vor dem besagten Gebäude.

40.000 € genehmigte der Gemeinderat für einen zusätzlichen Kostenvoranschlag bezüglich der Anschaffung eines neuen Salzsilos.

Die Anschaffung eines Containers mit hydraulischer Hebebühne kostet 28.000 €. Diese wird für den Transport des Materials für Veranstaltungen benötigt.

Einstimmigkeit herrschte ebenfalls bei der Abstimmung für die Anpassungsarbeiten des Wasserbrunnens auf der Place de l'Indépendance in Zolwer und für die Anschaffung von zwei Fahrzeugen für den Bedarf des technischen Dienstes der Gemeinde.

„TAUPESCHWISS“ IN SANEM SORGT FÜR LÄNGERE DISKUSSION

Zunächst ging es im Bereich „kommunale Bebauung“ um eine Abänderung des Bauten-Reglements. Schöffin Simone Asselborn-Bintz erklärte, dass dies nötig sei, da vermehrt Anfragen zur Eröffnung von privaten Kindertagesstätten an die Gemeinde gerichtet werden. Schwerpunkt liegt dabei auf den Hygienevorschriften, aber auch Sicherheits- und Lärmbestimmungen. Somit soll die Qualität der Kindertagesstätten in der Gemeinde gewährleistet werden. In einer zweiten Phase sollen diese

privaten Einrichtungen ein Qualitätslabel erhalten, wenn sie den Kriterien der Gemeinde entsprechen.

Anschließend stand die Abstimmung über die Umänderung der Grundstücke in der „Taupeschwiss“ neben der rue de Niederkorn in Sanem. In der vorigen Gemeinderatssitzung war das Projekt der neuen Sporthalle bereits gestimmt worden. Der Standort der Halle ist allerdings noch als „zone forestière“ klassiert und um den Bau zu ermöglichen, muss das Grundstück in eine Bauzone „moyenne densité 2“ umgeändert werden.

In diesem Zusammenhang soll der Bereich längs der Straße ebenfalls neuzugeordnet werden. Dort werden in Zukunft 18 Einfamilienhäuser (2,5 bis 3,2 Ar große Grundstücke) gebaut. Mit dem Verkauf dieser Grundstücke soll das Gesamtprojekt Sporthalle plus Außenanlagen mitfinanziert werden. Eine Abänderung zum jetzigen Zeitpunkt erlaube es den Wohnungsbau voranzutreiben und nicht den neuen PAG abwarten zu müssen, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP).

CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler erinnerte nochmal daran, dass das Wasserrückhaltebecken effektiv sein müsste wegen des Überschwemmungsrisikos in der rue de Niederkorn. Außerdem mache man sich in Sanem Gedanken wegen der Höhe der Kletterhalle (18 Meter), die viel Schatten auf die Gärten der neuen Häuser werfen wird.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) versicherte, dass das zuständige Ingenieurbüro beauftragt wurde die Situation genauestens zu analysieren um die Überschwemmungsgefahr auf ein Minimum zu reduzieren. Die Freilegung des Baches wird auch zur Verbesserung beitragen.



Das mögliche Aussehen der zukünftigen Sporthalle in Sanem.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) erhielt danach das Wort. Er wiederholte seine Bedenken bezüglich dieses Projektes, die dazu geführt hatten, dass er in der vergangenen Gemeinderatssitzung dagegen gestimmt hatte. Dies nicht weil er gegen die Sporthalle sei, sondern wegen der Kletterhalle. Zudem habe er nun auch Vorbehalte wegen des dortigen Wohnungsbaus. Er könne nicht nachvollziehen warum die Neuordnung nun so schnell behandelt werden müsse und wolle wissen was für Hintergründe sich dahinter verbergen könnten. Dieser Aspekt müsse in einer Gesamtdiskussion über den PAG behandelt werden, wie Sanem in Zukunft aussehen solle. Er könne nicht verstehen warum nicht auf den neuen PAG gewartet werden könne. Er sei prinzipiell dafür, dass es in jeder Ortschaft Sportinfrastrukturen gibt und habe eigentlich auch nichts gegen eine Kletterhalle, nur nicht an diesem Standort, sondern eher auf dem Scheierhaff. Somit müsse er sich bei dieser Abstimmung enthalten, da er der Meinung sei, dass noch nicht alle Elemente auf dem Tisch liegen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass die Abänderung des Grundstückes, auf dem die Sporthalle errichtet werden soll, nötig sei um deren Bau voranzutreiben. Man wolle nur von dieser Situation profitieren und im selben Rahmen das andere Grundstück für den Wohnungsbau mit umändern. Es verberge sich auch nichts dahinter. Es gibt einen Masterplan der 18 Häuser vorsieht, nicht mehr. Ein konkretes Projekt hierzu gibt es allerdings noch nicht, es werde hier nur festgelegt was man an dieser Stelle bauen darf. Dies wurde bereits vor Jahren vorgestellt, sei also keine große Überraschung. Urbanistisch gesehen sei die Ansiedlung von Einfamilienhäusern an dortiger Stelle sehr sinnvoll. Zur Kletterhalle informierte der Bürgermeister, dass noch keine konkreten Pläne unterschrieben seien, sondern nur ein Vorvertrag über die Verpachtung des Grundstückes vorliege. In einer der nächsten Sitzungen werde die Konvention zur Kletterhalle dem Gemeinderat präsentiert werden.

Mit 13 Ja-Stimmen und 1 Enthaltung seitens Gemeinderats Serge Urbany (Déi Lénk) wurde dieser Punkt verabschiedet.

Anschließend wurde ein Verkaufsakt bezüglich drei Grundstücke in Beles, eine Subsidie an die APEMH, die Haussammlung des Beleser Radvereins, die Schaffung eines Reinigungskraftpostens und Schaffung eines Vorarbeiterpostens einstimmig vom Gemeinderat bewilligt.

VORSTELLUNG DER MAISON RELAIS-INFRASTRUKTUREN DER GEMEINDE SANEM

Schöffin Simone Asselborn-Bintz gab danach eine kleine Einführung zur Maison Relais. Sie bedankte sich zunächst bei den anwesenden Verantwortlichen Serge Olmo und Marcel Belche für ihre Arbeit.

Kinderbetreuung sei in der Gemeinde Sanem schon immer großgeschrieben worden. Man versuche den verschiedenen Ansprüchen gerecht zu werden und den Bedürfnissen der Eltern entgegenzukommen. Dies bedeute, dass das Personal sehr flexibel sei, damit alle Kinder dieser arbeitstätigen Eltern in die Maison Relais kommen können. Die dazugehörige Organisation sei enorm und man muss jedes Jahr analysieren ob die Räumlichkeiten angepasst sind und genügend Personal verfügbar ist. An oberster Stelle stehe aber auch die Qualität der Betreuung. Die ausgebildeten Erzieher sowie Hilfserzieher arbeiten im Team nach einem ausgearbeiteten Konzept. Die Anforderungen an die Erzieher wachsen ständig, diverse, strikte Auflagen des Ministeriums verlangen nach mehr Aufwänden um allem gerecht zu werden. Die Kinder stehen aber immer im Mittelpunkt. Durch eine gute Zusammenarbeit mit allen betroffenen Akteuren erreiche man, dass die Kinder aus der Gemeinde Sanem eine pädagogisch wertvolle Betreuung erhalten.

Danach stellten die Maison Relais-Verantwortlichen Serge Olmo und Marcel Belche gemeinsam anhand einer Powerpoint-Präsentation die Funktionsweise der Maison Relais vor.

Man erfuhr unter anderem, dass zurzeit 886 Kinder 20 verschiedener Nationalitäten in den 31 (17 Standorte) Infrastrukturen der Maison Relais von 142 Gemeindeangestellten betreut werden. Pro Monat werden 10.000 Mahlzeiten gekocht und ausgegeben. Die Zahl der Einschreibungen wächst von Jahr zu Jahr und damit auch die Anforderungen an Personal und Räumlichkeiten. Dennoch kann man stolz verlauten, dass es bislang keine Wartelisten in der Gemeinde Sanem gibt. Zum Rahmenprogramm der Maison Relais gehören z.B. sportliche und musikalische Aktivitäten, „Airtramp“, Zumba-Tanz und thematische Abende.

Zum Abschluss bedankten sich die beiden Verantwortlichen beim Schöffen- und Gemeinderat für deren Unterstützung, die es ermöglicht den täglichen Herausforderungen einer stetig wachsenden Maison Relais gerecht zu werden.



Die Maison Relais der Gemeinde Sanem wurde in der heutigen Sitzung ausführlich präsentiert.

Danach verabschiedeten die Gemeinderäte ohne Einwände einige Abänderungen in der Zusammensetzung der beratenden Kommissionen, die Umänderung des Hauptverkehrsreglements und die temporären Verkehrsverordnungen des Schöffenrates.

Abschliessend behandelte der Gemeinderat in geschlossener Sitzung 8 Personalangelegenheiten. Die Nominierungen sind unter anderem: Adis Sabotic als Gemeindeingenieur im technischen Dienst, Sylvie Duarte Brites als neue Buchhalterin, Stéphanie Texeira und Cindy Claude als Hilfskrankenschwestern und Catherine Haas als Erzieherin (alle 4 im Altenheim REWA).




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 05 mai 2014

date de l'annonce publique:	28 avril 2014
date de la convocation des conseillers:	28 avril 2014
début:	14h45
fin:	18h30

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

/

Premier votant:

M. Piscitelli José

M. Cornély Alain n'a pas participé au vote des points 23 à 42.

Mme Reuter-Bauler Carine n'a pas participé au vote des points 24 à 28.

M. Engel Georges n'a pas participé au vote du point 29.

M. Urbany Serge n'a pas participé au vote des points 37, 41 et suivants.



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

19A. Approbation d'un acte d'échange avec la société à responsabilité limitée WINPA 1 concernant des terrains sis au lieu-dit «Rue de France» à Belvaux

Vote unanime

Et de retirer le point suivant:

45. Nomination d'un rédacteur m/f sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps pour les besoins du secrétariat communal

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Travaux pour la rénovation de la "maison témoin 2020" à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 517.000,- € (article budgétaire: 4/532/221311/13042)

Vote unanime

3. Réaménagement de l'éclairage public suite au Masterplan pour l'année 2014. Devis estimatif détaillé: 185.000,- € (article budgétaire: 4/640/221313/13038)

Vote unanime

4. Travaux dans le cadre du projet "Masterplan - Barrierefreies Bauen und Planen". Devis estimatif détaillé: 110.000,- € (article budgétaire: 4/130/211000/99005)

Vote unanime

5. Construction d'un bassin à ciel ouvert dans la zone industrielle "Um Woeller" à Soleuvre/Sanem. Devis estimatif détaillé: 85.000,- € (article budgétaire: 4/470/221200/04001)

Vote unanime

6. Réaménagement de la rue de la Croix et de l'entrée de la Rue Basse à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 60.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/13056)

Vote unanime

7. Acquisition d'une faucheuse ramasseuse et d'une pince hydraulique pour pelle mécanique pour les services de régie. Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/13087)

Vote unanime

8. Renouvellement de l'éclairage intérieur de l'école 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 33.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/13107)

Vote unanime

9. Acquisition d'une fourgonnette supplémentaire pour l'équipe de nettoyage extérieur. Devis estimatif détaillé: 30.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/13091)

Vote unanime

10. Renouvellement des trois portes d'entrée au centre culturel Metzlerlach à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € (article budgétaire: 4/831/221311/13021)

Vote unanime

11. Mise en conformité des portes intérieures avec serrures anti-panique à l'école 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 17.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/12012)

Vote unanime

12. Renouvellement de la toiture de l'annexe de la maison Feyder au 35 rue de Niederkorn à Sanem. Devis estimatif détaillé: 15.000,- € (article budgétaire: 4/690/221311/13103)

Vote unanime

13. Remplacement urinoirs à l'école 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 10.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/13015)

Vote unanime

14. Enlèvement d'un mur de séparation à la maison 108 route d'Esch à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 12.000,- € (article budgétaire: 4/120/221311/13077)

Vote unanime

15. Installation d'une aération dans la salle de répétition et dans le WC dans l'immeuble Jugendtreff à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 6.000,- € (article budgétaire: 4/250/221311/13086)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

16. Changement de la dénomination d'un tronçon de la «Scheierhaffstrooss» à Soleuvre

Vote unanime

17. Approbation des prorogations:
- du délai relatif à la refonte et à l'adaptation complète du PAG,
 - du délai pour remplacer les règlements communaux sur les bâtisses, les voies publiques et les sites édictés en exécution de l'article 52 de la loi du 12 juin 1937
- pour une durée d'une année (jusqu'au 08 août 2015) conformément à l'article 108 (1) et (3) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Vote unanime

18. Saisine de la modification ponctuelle du projet d'aménagement général concernant le reclassement de terrains aux abords de la rue Emile Mayrisch à Soleuvre

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

- 19A. Approbation d'un acte d'échange avec la société à responsabilité limitée WINPA 1 concernant des terrains sis au lieu-dit «Rue de France» à Belvaux

Vote unanime

19. Approbation de la convention avec la société anonyme «Soludec Asars Development» relative à la servitude «droit de passage» pour le public sur le domaine privé au lieu-dit Square Mile portant sur les fonds sis à Belval

Vote unanime

20. Approbation de la convention avec le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat concernant la réalisation de la phase 2 du lotissement «Wënschel» sis à Belvaux

Vote unanime

21. Approbation de la convention de mise à disposition du droit de location concernant la maison sise 12, route d'Esch à L- 4450 Belvaux pour les besoins de l'office social

Vote unanime

22. Approbation d'une convention concernant l'accord de principe relatif à une implantation de la société à créer «KLOTERTUURM S.A.» pour une tour d'escalade avec buvette /restaurant et magasin spécialisé à Sanem

Décision reportée.

23. Reclassement du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal de la parcelle 1285/5060

Vote unanime

24. Approbation d'un compromis d'échange avec la dame SEILER Josette concernant deux parcelles sises au lieu-dit «Rue du Moulin» à Sanem

Vote unanime

25. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur Paulo Jorge LOPES et la dame Tatiana Gianna Jacqueline GAGGIOLI concernant une parcelle de terrain à Soleuvre

Vote unanime

26. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec les époux KOCAN-SABOTIC concernant une parcelle de terrain à Soleuvre

Vote unanime

27. Approbation d'un contrat de bail avec la dame LA BARBERA-RODRIGUES

Vote unanime

28. Approbation de la résiliation du contrat de bail avec le sieur Palgen Pierre

Vote unanime

FINANCES

29. Approbation de subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung / la canne blanche a.s.b.l.	Demande d'un subside 2014	100,00 €	100,00 €
Les Amis du Tibet, Luxembourg a.s.b.l.	10. März, tibetische Flagge, Solidarität mit dem tibetischen Volk	/	/
Blëtz a.s.b.l.	Demande de soutien	/	100,00 €

Vote unanime

30. Présentation du plan pluriannuel financier 2014, version au 15 février 2014

31. Approbation de taxes de vente relatives au livre «D'Seelebunn»

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu l'édition du livre «D'Seelebunn» au courant de l'année 2014;

Vu la mise en vente de ce livre;

Vu la proposition du collège des bourgmestre et échevins de fixer des taxes relatives à la vente de ce livre;

Vu que cette recette sera imputée sur l'article 2/833/705100/99001;

décide de fixer les taxes suivantes relatives à la vente du livre «D'Seelebunn»:

1. une taxe de 40 € pour la vente directe,
2. une taxe de 30 € pour la vente pendant la phase de souscription,
3. une taxe de 25 € pour la vente aux librairies,
4. une taxe pour des frais de port de 5.30 € en cas d'envoi

Vote unanime

PERSONNEL - SERVICE DES REGIES

32. Création d'un poste de salarié à tâche manuelle (ancien ouvrier) m/f à plein temps, sous la CCT des ouvriers des communes du Sud et sous le statut du travailleur handicapé

Vote unanime

33. Création d'un poste d'agent de nettoyage m/f à raison de 20 heures par semaine pour les besoins du département Bâtiments – service de nettoyage

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

34. Approbation du conseil communal d'une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:
a. Plan pluriannuel 2014

Vote unanime

DIVERS

35. Approbation d'un règlement relatif à l'organisation et la sécurité dans l'intérêt de la natation au Centre Omnisports Roger Krier à Soleuvre

Vote unanime

36. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti / Association
1	Culture (Commission de la)	facultative	E ZEHREN Albert	L-4460 BELVAUX	membre externe	Entente Belvaux
2	Culture (Commission de la)	facultative	S SANAVIA Albert	L-4461 BELVAUX	membre externe	Entente Belvaux
3	Finances (Commission des)	facultative	S COSTANZI Mirka	L-4439 SOLEUVRE	membre politique	Déi Lénk
4	Environnement (Commission de l')	facultative	S SCHNEIDER Claude	L-4435 SOLEUVRE	membre politique	Déi Lénk
5	Egalité des chances (Commission à l')	facultative	E COSTANZI Mirka	L-4439 SOLEUVRE	membre politique	Déi Lénk
6	Egalité des chances (Commission à l')	facultative	S URBANY Laura	L-4990 SANEM	membre politique	Déi Lénk
7	Jeunes (Commission des)	facultative	E SCHNEIDER Fabienne	L-4435 SOLEUVRE	membre politique	Déi Lénk
8	Scolaire (Commission)	obligatoire	E HOLLERICH Hubert	L-4445 BELVAUX	membre politique	Déi Lénk
9	Scolaire (Commission)	obligatoire	S SCHNEIDER Fabienne	L-4435 SOLEUVRE	membre politique	Déi Lénk

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti / Association
1	Culture (Commission)	facultative	E	SANAVIA Albert	L-4461 BELVAUX	membre externe	Entente Belvaux
2	Culture (Commission)	facultative	S	KUNNERT Paul	L-4477 BELVAUX	membre externe	Entente Belvaux
3	Finances (Commission des)	facultative	S	CIANCANELLI Olivier	L-4993 SANEM	membre politique	LSAP
4	Finances (Commission des)	facultative	S	BIVER Steve	L-4985 SANEM	membre politique	Déi Lénk
5	Environnement (Commission de l')	facultative	S	GILBERTZ Frank	L-4988 SANEM	membre politique	Déi Lénk
6	Egalité des chances (Commission à l')	facultative	E	URBANY Laura	L-4990 SANEM	membre politique	Déi Lénk
7	Egalité des chances (Commission à l')	facultative	S	ARENDR Patrizia	L-4990 SANEM	membre politique	Déi Lénk
8	Jeunes (Commission des)	facultative	E	URBANY Laura	L-4990 SANEM	membre politique	Déi Lénk
9	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	ARENDR Patrizia	L-4990 SANEM	membre politique	Déi Lénk
10	Scolaire (Commission)	obligatoire	S	HOLLERICH Hubert	L-4445 BELVAUX	membre politique	Déi Lénk

Vote unanime

37. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la suite des travaux de renouvellement des réseaux dans la rue d'Esch à Sanem par l'entreprise Lux-TP pour le compte des P&T, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 17 mars 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Bonaria Frères, dans la rue Prince Jean à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 17 mars 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Lisé et fils, dans la rue de Belvaux à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 28 mars 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement des alentours de la maison 40 dans la rue Chemin Rouge à Belvaux par l'entreprise Viktor s.a.r.l, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 16 avril 2014;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Bonaria Frères, dans la rue d'Electricité 21, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 02 mai 2014;

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Lisé et fils, dans la rue d'Esch à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 02 mai 2014;

Vote unanime

38. Statuts:
 - a. Cabolux a.s.b.l.

Prise de connaissance des statuts
Catégorie 1.5.

39. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

OFFICE SOCIAL

40. Approbation du conseil communal de décisions du conseil d'administration de l'office social de Sanem:
 - a. Démission de Monsieur Gilbert KOSTER du poste de receveur de l'Office social

Confirmation.

- b. Candidature de Madame Manon GREVEN pour le poste de receveur de l'Office social

Confirmation.

PERSONNEL - MAISON RELAIS POUR ENFANTS

41. Démission de la dame RAUSCH épouse FRANCK Christiane, éducatrice diplômée, avec une tâche de 20 heures/semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 avec effet au 30 avril 2014

Démission accordée

42. Démission de la dame DIETZ épouse KOSTER Christiane, aide-éducatrice, avec une tâche de 16 heures /semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) avec effet au 2 mai 2014

Démission accordée

43. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e):
Wolter Sandrine

44. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e):
Amendola Rosa-Maria

PERSONNEL - ADMINISTRATION

45. Nomination d'un rédacteur m/f sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps pour les besoins du secrétariat communal

Point retiré.

PERSONNEL - SERVICE TECHNIQUE

46. Nomination définitive d'un agent municipal m/f sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps

Est nommé(e):
Dicken Joseph

DIVERS

47. Divers



Gemeinderatssitzung Sanem vom 5. Mai 2014

Energiespar-Musterhaus „Maison 2020“ gestimmt

In der heutigen Gemeinderatssitzung am 5. Mai 2014 hatten die Gemeinderäte 47 Punkte auf der Tagesordnung, wovon vor allem die Renovierung des Energiespar-Modellhaus „Maison 2020“, die Konvention bezüglich der geplanten Kletterhalle in Sanem und die Präsentation des PPF („Plan Pluriannuel Financier“, dt. mehrjähriger Finanzplan) die meiste Aufmerksamkeit auf sich zog.



BELES

Bevor die Sitzung offiziell eröffnet wurde, bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) um eine Modifizierung der Tagesordnung. In diesem Sinne wurde ein notarieller Tauschakt hinzugefügt und Punkt 45 betreffend die Nominierung eines neuen „rédacteur“ auf den nächsten Gemeinderat im Juni verschoben.

Danach informierte der Bürgermeister über eine Neuigkeit bezüglich der geplanten Bauschuttdeponie in der Aktivitätszone Gadderscheier. In den Verhandlungen mit der Betreibergesellschaft hat man sich darauf geeinigt, dass die Gemeinde pro abgelieferte Tonne Schutt eine Gebühr von 1 € erhält. Diese Summe setzt sich einerseits aus dem Durchschnittstarif von 50 Cent und andererseits aus einer speziellen Entschädigungsgebühr (nochmals 50 Cent) zusammen. Da die Gemeinde Sanem in den 90er Jahren bereits eine Bauschuttdeponie auf ihrem Territorium beherbergt hatte, damals jedoch nie eine Kompensation erhalten hat, wird dies nun nachgeholt. Die dazugehörige Konvention wird in nächster Zukunft unterschrieben.

Anschließend ließ der Bürgermeister wissen, dass die Gemeinde eine neue Internetseite realisiert hat. Neben einer Komplettüberarbeitung der Homepage, gibt es nun auch eine eigens dafür angepasste mobile Version für Smartphone und einen brandneuen Meldeservice. Mit der neuen „Signalez-le“-Funktion (übersetzt „Melden Sie es“) wird es den Bürgerinnen und Bürger ermöglicht aktiv in der Gemeinde mitzuarbeiten. Bestimmte Vorfälle können direkt online übers Internet und Smartphone der Verwaltung gemeldet werden. Es kann sich hierbei um Straßenschäden, Graffiti, Beleuchtungsprobleme, etc. handeln. Bei der Feststellung eines Schadens oder eines Problems, bei dem die Bürgerinnen und Bürger der Meinung sind, dass die Gemeinde in dem Vorfall etwas unternehmen soll, kann man dies nun ganz einfach in einigen Schritten melden:

1. Die mobile Version der Gemeindehomepage aufrufen
2. Automatische Lokalisierung per GPS zulassen
3. Passende Kategorie des Problems aussuchen
4. Beschreibung des Problems und optional Foto hochladen
5. Meldung an die Gemeindeverwaltung abschicken

Die Möglichkeit der Handynutzung zur Dokumentation von Mängeln, Beschwerden, Probleme und Anregungen vor Ort per Foto ermöglicht eine einfache, zeitnahe und bürgerfreundliche Nutzung.

Zudem wurde bekanntgegeben, dass die Weltmeisterschaften des Cyclo-Cross schon eventuell 2017 (anstelle von 2018) in Beles stattfinden könnten. Im kommenden Juni wird die UCI ihre Entscheidung über die folgenden Austragungsorte bekanntmachen.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) teilte danach mit, dass im Rahmen der Neugestaltung des „Quartier de l’Eglise“ in Beles öffentliche Workshops veranstaltet wer-

den. Gemeinsam mit den interessierten Anwohnern möchte man ein Konzept für dieses Viertel ausarbeiten. Die beiden Workshops finden am 13. Mai und am 25. Juni im Geschichts- und Kulturhaus „A Gadder“ statt.



Neuer Internetauftritt der Gemeinde - Mit der neuen „Signalez-le“-Funktion (übersetzt „Melden Sie es“) können Bürger bestimmte Vorfälle direkt online übers Internet und Smartphone der Verwaltung mitteilen.

MUSTERHAUS „MAISON TÉMOIN 2020“ IN BELES

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) übergab das Wort an die Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng), die zunächst einen Überblick über die Entstehungsgeschichte dieses Musterhauses gab.

Mit dem Projekt ‚Feldtest einer Mikro-Kraft-Wärme-Kopplung auf Basis der PEM-Brennstoffzelle‘ in Ehleringen hat die Gemeinde Sanem im Jahre 2011 ihren Weg hinsichtlich energieeffizienter Bereitstellung von Wärme und Strom eingeschlagen. Mit der innovativen Projektidee ‚Musterhaus 2020‘ soll dieser Philosophie weiter Rechnung getragen werden. Deshalb entstand Mitte 2012 die Idee ein Musterhaus zu schaffen, anhand dessen die Bürger nachverfolgen können wie ein Ein-

familienhaus im Jahr 2020 energietechnisch aussehen sollte/könnte. Dieses Projekt soll es den Bürgern ermöglichen von den Erfahrungen und Zahlen (Preise/Energie), die bei der Sanierung gesammelt werden, später für eventuell eigene Projekte zu profitieren. Zu Beginn wurde die „Maison Relais“ in der rue du Château in Sanem ausgewählt, das für dieses Vorhaben prädestiniert zu sein schien. Das Gebäude ist im Besitz der Gemeinde, die Bausubstanz war bekannt und es bestand Renovierungsbedarf. Die Kindertagesstätte hätte dann allerdings während den Arbeiten 18 Monate lang wo anders untergebracht werden müssen, aus diesem Grund wurde dieser Plan schließlich verworfen. Zu diesem Moment wurde der Kostenpunkt für die Renovierung auf 350.000 € geschätzt. Es standen danach weitere Immobilien zur Auswahl, wobei man sich schlussendlich für das Haus Nummer 56, rue de Soleuvre in Beles entschieden hat. Dieses Gebäude wurde im Mai 2013 für eine Summe von 394.000 € (zuzüglich 156.000 € für das umliegende Grundstück) gekauft. Dieser Angebotspreis wird mit einem Zuschuss des Wohnungsbauministeriums in Höhe von 70 % unterstützt, da nach der Renovierung eine sozial schwache Familie darin untergebracht wird. Gleiches gilt für die Sanierung mit einem Gesamtkostenpunkt von 517.000 €. Da es sich hierbei aber um ein Musterhaus handelt, könnte es sein, dass das Ministerium einen Teil des Projektes nicht für die finanzielle Unterstützung in Betracht ziehen wird. Im schlechtesten Fall geht es hier dann um eine Summe von ungefähr 10.500 € (Preis der Regelungstechnik). Die Sanierung kostet die Gemeinde im Endeffekt um die 155.000 € (517.000 € minus 361.900 € Subsidien), also weit unter den geschätzten 350.000 €.



Diese Immobilie fungiert als Musterhaus für energieeffizientes Sanieren.

Der relativ hohe Ankaufspreis der Immobilie wird dadurch gerechtfertigt, dass das anliegende Grundstück für die Straßenanbindung der geplanten, dahinterliegenden Wohnsiedlung genutzt werden kann. Der Zustand des Hauses ist entgegen des ursprünglichen Gebäudes in Sanem wesentlich schlechter. Die energie-relevante Sanierung für 517.000 € ist in dem Sinne also nicht übertrieben. Die verschiedenen Etappen werden später separat dokumentiert, somit können die Bürger die einzelnen Renovierungsarbeiten getrennt voneinander „imitieren“. Die Unterbringung einer sozial schwachen Familie in einem energiesparenden Haus ist ebenfalls logisch. Durch den niedrigeren Energieverbrauch sinken auch die Energiekosten. Deshalb ist zum Beispiel die Fußbodenheizung gerechtfertigt, da diese viel weniger Energie verbraucht als eine klassische Heizung.

Der zuständige Architekt Eric Pigat gab danach all die nötigen Erklärungen zum technischen Aspekt. Die Sanierung beinhaltet die Erneuerung der kompletten thermischen Hülle (z.B. Dämmung des Daches und der Fassade, Dreifachverglasung). Außerdem müssen die gesamten Elektro- und Sanitärinstallationen, Heizungs- und Lüftungstechnik erneuert werden. Bei diesem Projekt ist speziell auf eine sorgfältige Ausführung aller Anschlusspunkte und Wärmebrücken zu achten. Um den neuen Anforderungen aus den neuen Bodenaufbauten (Heizung, Belag, etc.) gerecht zu werden, müssen die vorhandenen Decken entweder erneuert oder verstärkt werden. Eine integrierte Photovoltaikanlage ist ebenfalls vorgesehen. Die Eingriffe werden sich auf die Erneuerung der Außenhülle und des Innenraums beschränken. Die Außenerscheinung des typischen Einfamilienhauses bleibt also erhalten und dient als Vorbildcharakter. Die geplante Bauzeit beträgt rund 1 Jahr.

Gemeinderäte Carine Reuter-Bauler, Mike Lorang (beide CSV) und Patricia Speck-Braun (DP) hatten anschließend einige kurze, technische Fragen bezüglich der Dachisolierung, der Fassade, der Garageneinfahrt, der Kabelmenge, der Beleuchtung und des Energiepasses die der Architekt allesamt beantworten konnte. Danach fragte Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany den Schöffenrat wie dieser sich die Besichtigungen vorstelle und was genau man zu sehen bekomme. Er habe nämlich die Sorge, dass die Besuche eine Einschränkung für die Bewohner darstellen. Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) erklärte zunächst, dass man die Details noch abklären müsse. Mit den späteren Bewohnern wird bereits im Mietvertrag ausgemacht, wie oft die Rundgänge im Haus durchgeführt werden. Der ganze Sanierungsprozess wird von Anfang bis zum Ende mit Fotos und Kostenvoranschlägen dokumentiert. Diese Informa-

tionen werden dann online veröffentlicht. Die Arbeiten werden in einzelne Elemente aufgeteilt und die Preise werden pro Quadratmeter im Durchschnitt angezeigt. Das Umweltbüro und der technische Dienst der Gemeinde fungieren als Berater. Die Zählerstände und somit die realen Verbrauchswerte werden ebenfalls online einzusehen sein. Ohne Gegenstimme wurde der Kostenvoranschlag angenommen.

WEITERE PROJEKTE UND ANSCHAFFUNGEN

Im Rahmen des Beleuchtungs-Masterplans werden nun weitere Schritte vorgenommen. So werden diese Jahr in der Cité des Aulnes (Sanem), in der rue de la Fontaine (Sanem), in der rue de la Croix (Zolwer), rue des Prés (Zolwer) und rue des Rosiers (Zolwer) die Straßenbeleuchtungen (LED) für einen Gesamtkostenpunkt von 185.000 € erneuert.

Der Masterplan „Barrierefreies Bauen und Planen“ sieht für 2014 einige Aufgaben vor. Bürgermeister Georges Engel erläuterte welche Sachen bereits realisiert worden sind und welche noch in Angriff genommen werden. Einige Beispiele sind: das Kulturzentrum in Zolwer hat mobile Rampen und das Kulturzentrum im Beles hat einen Aufzug mit Klappsitzen erhalten. Unter anderem werde Zugänge und Rampen für Personen mit eingeschränkter Mobilität rundum die Kirche in Zolwer und das Sozialamt angelegt und bei der „Zolwer Kannerbuerg“ wird ein Behindertenparkplatz eingerichtet. Schöffin Myriam Cecchetti (déi gréng) fügt noch hinzu, dass des Weiteren im Gemeindehaus eine einfachere Beschriftung eingesetzt werden wird. CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler machte in diesem Zusammenhang auf die Internetseiten welcome.lu und wheelmap.org aufmerksam, auf denen man die Standorte und Gebäude eintragen kann, die behindertengerecht sind.

Für 85.000 € wird ein weiteres Wasserrückhaltebecken in der Aktivitätszone „Um Woeller“ in Zolwer gebaut. Laut den neuesten Berechnungen wird ein zweites Becken mit einem Volumen von 200m³ benötigt. Carine Reuter-Bauler der CSV-Fraktion fragte ob das Abfließen des Wassers in die „Hellgebaach“ nicht eine Gefahr für Überschwemmungen in der naheliegenden Wohnsiedlung und die rue de Niederkorn sei. Der Gemeindeingenieur erklärte, dass das Rückhaltebecken eine Beruhigungsmaßnahme darstelle, eine Art Puffer. Denn so wird das

Regenwasser kontrollierter und zeitverzögert ablaufen, zunächst bleibt es im Becken, bei einem Überlauf zunächst in die Kanalisation und danach erst in den Bach. Außerdem werden in der rue de Niederkorn ebenfalls weitere Vorkehrungen vorgenommen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte ebenfalls, dass all diese Maßnahmen dazu dienen Überschwemmungen zu verhindern, allerdings bestehe keine 100 % Garantie, dennoch könne man zuversichtlich sein, dass bei normalen Regenmengen nichts schlimmeres passieren wird.

Die Kreuzung rue de la Croix und rue Basse in Zolwer wird für 60.000 € umgeändert. Die Neugestaltung mit Verkehrsinseln und Fahrbahnschwellen hat zum Ziel die Einfahrt in die Tempo 30-Zone zu verbessern und die Geschwindigkeit der Verkehrsteilnehmer zu drosseln.



In der rue de la Croix in Zolwer werden Verkehrsberuhigungsmaßnahmen vorgenommen.

Alle Projekte wurden einstimmig vom Gemeinderat verabschiedet.

Anschließend bewilligten die Gemeinderäte ebenfalls ohne Gegenstimme die Anschaffung eines Mähmaschinenfahrzeugs und einer hydraulischen Greifzange in Höhe von 50.000 € Außerdem genehmigten sie die

Erneuerung der Beleuchtung, das Einsetzen von Anti-panik-Türen und den Austausch der Urinale in der Schule 2000 in Zolwer, den Kauf eines Lieferwagens, den Austausch von 3 Türen im Kulturzentrum in Beles, die Renovierung des Daches des Nebengebäudes der „Maison Feyder“ in Sanem, die Entfernung einer Trennwand im Haus 108, route d’Esch in Beles in der die „Initiativ Liewensufank“ untergebracht ist und die Installation einer Entlüftung im Proberaum und im WC des Jugendtreffs in Zolwer.

EIN TEILSTÜCK DER „SCHEIERHAFFSTROOSS“ IN „RUE DICKSKOPP“ UMGENANNT

Der Gemeinderat entschied danach den Teil der Straße, in der das frühere Alten- und Pflegeheim „Dickskopp“ und zukünftige Studentenwohnheim steht, in „rue Dickskopp“ umzubenennen. Das erste dort ansässige Haus und die 2 neueren Häuser tragen bereits die Nummern 2a, 2b und 2c. Da keine Nummern mehr verfügbar sind und für das Studentenwohnheim jeweils 4 und für die geplanten Immobilien 8 Adressen erforderlich sind, wurde der Abschnitt zwischen der „Scheierhaffstrooss“ und der rue de la Gare nun umbenannt. Ansonsten hätte man mit Buchstaben weiterfahren müssen.



Der Streckenabschnitt zwischen der Scheierhaffstrooss und der rue de la Gare in Zolwer heisst nun rue Dickskopp.

FRIST ZUR FERTIGSTELLUNG DES NEUEN PAG UND ZUR ÜBERARBEITUNG DES BAUREGLEMENTS UM 1 JAHR VERLÄNGERT

Beim nächsten Punkt erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass wie im vergangenen Jahr die Frist zur Fertigstellung des neuen allgemeinen Bebauungsplans (PAG – plan d'aménagement général) genauso wie zur Überarbeitung des Baureglements (règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites) der Gemeinde nochmals um 1 Jahr, also bis zum August 2015 verlängert werden muss. Man wolle die Präsentation der „plans sectoriels“ am 21. Mai abwarten und diese mit in den neuen Bebauungsplan miteinbeziehen.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) stellte in diesem Zusammenhang die Frage wie die Diskussion um den PAG weiter verlaufen werde. Außerdem habe der Gemeinderat vor geraumer Zeit den Schöfferrat um einen Kadasterplan gebeten, auf dem alle Besitzverhältnisse der Grundstücke (Gemeinde, Arcelor, Bauträgergesellschaften, Privatpersonen) aufgelistet sind. Zudem sei es unglücklich gewesen, dass der Flyer bezüglich der Anmeldung zum PAG-Workshop (für alle Mitbürger, die bei der Neufassung des PAG mitarbeiten möchten) in einem anderen Fallblatt liegend an die Haushalte verteilt wurde. Dadurch könnten viele Bürger eventuell nicht über den Workshop informiert worden sein.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass dies die normale Vorgehensweise der Mitarbeiter sei, alle Flyer, die ausgeteilt werden müssen, ineinanderzulegen. Die meisten Mitbürger hätten daher schon den Reflex in Flyern zu blättern. Der Plan mit den Grundstücksbesitzern stehe auch auf dem Server des Gemeinderates. Auf diesem stehen allerdings nur die Grundstücke die der Gemeinde, der Nachbargemeinden oder der Arcelor gehören, da die Auflistung aller Besitzer eine Sisyphus-Arbeit sei und im Hinblick auf den PAG und Anforderungen einzelner Personen riskant sein könnte. Der weitere Verlauf der PAG-Ausarbeitung sei dem Gemeinderat außerdem klar, mit allen Daten und der gesamten Vorgehensweise, vorgelegt worden. Nach dem öffentlichen Workshop werden die ausgearbeiteten Schlussfolgerungen dem Gemeinderat präsentiert, der dann über die vom Schöfferrat vorbereiteten Umklassierungsvorschläge entscheiden muss. Danach haben die betroffenen Grundstücksbesitzer die Gelegenheit Einspruch einzulegen, dann muss der Gemeinderat noch einmal die Entscheidung treffen. Auf

die Frage von Déi Lénk-Rat Serge Urbany ob die älteren Umklassierungs-Anträge von 2006 immer noch aktuell seien, antwortete der Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass alle Anträge mitgenommen werden.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler schloss sich der Meinung von Rat Serge Urbany (Déi Lénk) an, dass der PAG und die diesbezüglichen Anträge der Bürger innerhalb des Gemeinderates behandelt werden sollen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bemerkte, dass bei 80% der Fälle kein großer Klärungsbedarf bestünde, die restlichen Anträge jedoch zu Diskussionen führen könnten. Nachdem Rat Serge Urbany (Déi Lénk) um eine weitere PAG-Arbeitssitzung des Gemeinderates bat, wurde die Verlängerung der Frist einstimmig gutgeheißen.

Der Gemeinderat verabschiedete danach einstimmig eine punktuelle Umänderung des PAG in der rue Emile Mayrisch in Zolwer und 10 Immobilientransaktionen.

ENTSCHEIDUNG ÜBER DIE KONVENTION MIT DER „KLOTERTUURM SA“ VERTAGT

Der darauffolgende Punkt hinsichtlich einer Konvention mit der „Klotertuum SA“ (noch zu gründende Gesellschaft und zukünftiger Betreiber der geplanten Kletterhalle in Sanem) führte zu einer längeren Diskussion im Gemeinderat. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte zunächst die Bedingungen der Konvention. Unter anderem wurde hier festgehalten, dass die Gemeinde dem Betreiber für nur 1 symbolischen Euro im Jahr das Grundstück zur Verfügung stellt. Im Gegenzug erhält die Gemeinde einige Zeitfenster für die Benutzung der Halle für paraschulische Aktivitäten. In der Halle sollen ebenfalls ein Bistro und ein Spezialfachladen untergebracht werden. Dieses Abkommen soll für 18 Monate als eine Art Grundsatzvereinbarung („accord de principe“) gültig sein, danach wird nochmals eine Konvention abgeschlossen, in der dann alles im Detail geregelt wird.

Carine Reuter-Bauler (CSV) sorgte sich um die Lebensqualität der Anwohner durch die Höhe des Kletterturms. Sie habe keine Einwände gegen den Bau der 18 Häuser, des Spielplatzes und der Sporthalle, doch durch die Höhe der Kletterhalle würde die Ästhetik eingeschränkt und viel Schatten auf die umliegenden Häuser geworfen werden. Auch wenn man im Voraus über das Projekt informiert, könnte dies eventuell zu

Schwierigkeiten beim Verkauf der Häuser führen. Deshalb werde sie sich bei der Abstimmung enthalten.

Gemeinderat Serge Urbany zeigte sich ebenfalls unzufrieden. Noch einmal wiederholte er seine Bedenken bezüglich der Höhe von 15 Meter, die Kletterhalle wäre somit doppelt so hoch wie normale Einfamilienhäuser. Er habe prinzipiell nichts gegen den Wunsch eine Kletterhalle in der Gemeinde zu haben, dennoch wünsche er sich diese an einem Standort wo solch ein hohes Gebäude keinen Schatten auf umliegende Häuser wirft und gab als Beispiel den Scheierhaff an. Noch mehr Bedenken habe er allerdings bezüglich der vorliegenden Konvention. Die Firma sei noch nicht einmal gegründet, die Gemeinde schließe hier einen Vertrag mit einer Privatperson ab, die man nicht kenne. Vieles in der Vereinbarung sei für ihn unklar, wie z.B. wann die Kletterhalle gebaut werden soll und was in den 18 Monaten genau passieren wird. Die Gemeinde investiere hier nämlich schon in ein „PPP - Private Public Partnership“ ohne klare Verpflichtungen für die Privatperson. Er habe zwar prinzipiell ein Problem mit dem Konzept des PPP, aber wenn es sich also hierbei tatsächlich um ein PPP handele, dann müsse man dies auch ordentlich abwickeln mit einer offenen Ausschreibung und Chancen für andere Kandidaten. Aus all diesen Gründen müsse er gegen diese Konvention stimmen.

Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) bemerkte, dass er das Projekt unterstütze, dennoch habe er sich einen Businessplan von Seiten des zukünftigen Betreibers der Kletterhalle gewünscht und kleine Bedenken habe, weil nicht bekannt sei mit wem man sich da genau einlässt, da kein Schriftstück vorhanden sei, da die Gesellschaft noch nicht gegründet ist.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete all den vorangegangenen Bemerkungen zunächst, dass man die Diskussion über das PPP bestimmt sehr lange führen könne. Im Endeffekt ginge es aber darum, dass die Kletterhalle ein fortschrittliches Projekt sein und einen Gewinn für die Gemeinde im Allgemeinen, die Kinder in den „Maison relais“ und alle Sportbegeisterten darstelle. Die Gründung der Firma sei außerdem in der Konvention vorgesehen und den Finanzplan des Betreibers kann man später noch verlangen. Deshalb sei die vorliegende Vereinbarung erstmal auf 18 Monate limitiert, danach können die Details festgehalten werden. Falls es nun doch nicht klappen sollte durch die Nicht-Erfüllung der Konditionen, dann wäre dies keine Katastrophe.

LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli bemerkte, dass diese Konvention also eine Art Vorvertrag zu sehen sei und nur

die Möglichkeit ein Projekt zu entwickeln darstellt. Es ist also kein Freifahrtschein für den zukünftigen Betreiber. Erst wenn alle Konditionen der ersten Vereinbarung erfüllt sind, wird ein konkretes Projekt ausgearbeitet. Dennoch müsse man eine Hintertür um aus dem Vertrag rauszukommen offenlassen.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) widersprach, dass so eine Angelegenheit nicht einfach so vom Tisch zu wischen sei. Die Gemeinde engagiere sich hier mit einem Dokument, das viel zu unklar und schwammig sei. Zudem verpflichte sich die Privatperson ja auch und könnte dann eventuell juristisch gegen die Gemeinde vorgehen, falls die es sich anders überlegen würde.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler sah die Konvention als eine Art „compromis“ wie beim Kauf eines Hauses, bei dieser Art von Vereinbarung kann man sich auch entbinden. Allerdings wies sie darauf hin, dass das eigentliche Konzept der Gesellschaft nicht bekannt sei und dies aber wichtig sei im Voraus zu wissen. Einige Konditionen müssten ihrer Meinung nach bereits jetzt erfüllt sein und nicht erst in den kommenden Monaten.

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) schloss sich der Kritik an und bedauerte nochmals, dass die Kletterhalle nicht auf dem Scheierhaff errichtet werde. Zudem riet sie davon ab einen PPP mit einer Gesellschaft einzugehen, die noch nicht gegründet sei. Man solle eventuell auch anderen Interessenten die Chance geben, sich für das Projekt zu bewerben.

Déi Lénk-Rat Serge Urbany forderte anschließend, dass der Punkt von der Tagesordnung gestrichen wird und die Abstimmung vertagt wird, bis einige Details geklärt seien. Er verlange zudem Informationen warum die Kletterhalle nicht auf dem Scheierhaff errichtet werden kann.

Nachdem Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass man den Scheierhaff als erste Möglichkeit in Betracht gezogen habe und es allerdings einfach keinen verfügbaren Platz für die Kletterhalle gegeben hat, wurde beschlossen den Punkt zu vertagen.

PRÄSENTATION DES PPF („PLAN PLURI-ANNUEL FINANCIER“)

Vor der Präsentation des PPF („plan pluriannuel financier“) stimmte der Gemeinderat die Subsidien an verschiedene Vereinigungen und die Festlegung der Verkaufsgebühr für das Buch „D’Seelebunn“.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) stellte anschließend den PPF vor, einen mehrjährigen Finanzplan der Gemeinde. Dieses Tool dient dazu Prognosen bezüglich der Gemeindefinanzen zu erstellen. Die im Koalitionsprogramm festgehaltenen Projekte erfordern Ausgaben und Investitionen, die einen vorausschaubaren Finanzierungsplan erfordern. Anhand des PPF kann man erkennen wo die Gemeinde finanziell in den kommenden Jahren hinsteuert, man kann eine Vorgehensweise ausarbeiten. Der PPF muss laut Gesetzgebung dem Gemeinderat präsentiert werden, erfordert jedoch keine Abstimmung, dennoch können die Gemeinderäte ihre Stellungnahme dazu abgeben, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Anschließend wurden dem Gemeinderat verschiedene Angaben und Tabellen gezeigt, z.B. über die Evolution der Einwohnerzahlen, der Schulkinder, der voraussichtlichen Ausgaben und Einnahmen, der Kredite, etc.

Anschließend gab Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) alle nötigen Erklärungen zu der Schaffung von neuen Posten, die allesamt einstimmig verabschiedet wurden.

Danach stimmten die Gemeinderäte ohne Einwände den mehrjährigen Finanzplan des Sozialamtes, das neue Reglement bezüglich der Schwimmhalle auf dem Scheierhaff, die Umänderungen in der Zusammensetzung diverser beratenden Kommissionen, die temporären Verkehrsverordnungen und nahmen die Statuten der Cabolux asbl zur Kenntnis.

Zum Schluss der öffentlichen Sitzung stellten einige Gemeinderäte Fragen an den Schöffenrat. So wollte die CSV-Gemeinderätin wissen ob die Gemeinde einen Brief einer Einwohnerin erhalten habe, bei dem es sich um ein Anliegen wegen einer Birke bei ihrem Haus handelt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) gab an, dies von der Verwaltung nachprüfen zu lassen. Gemeinderat Mike Lorang (CSV) fragte danach nach dem Eröffnungstermin des Parc Belval und ob etwas unternommen wird in Sachen Schleichweg bei der Kleintierzuchtanlage in Beles. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass der Parc Belval noch nicht in öffentlicher Hand sei, sondern noch im Besitz der Agora. Der

Park wird aber im Sommer eröffnet, sobald die Bepflanzung fertiggestellt ist und die offizielle Einweihung wird voraussichtlich am 12. September stattfinden. Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) interessierte sich für die Weiterführung der Wasserpreis-Diskussion und für Neuigkeiten betreffend die Umgehungsstraße Bascharage/Dippach. Darauf antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass im Schöffenrat die Wasserpreis-Debatte demnächst fortgeführt werde und erst zu einem späteren Zeitpunkt im Gemeinderat diskutiert werden wird. Zur Umgehungsstraße habe man noch keine neuen Erkenntnisse. Schlussendlich wies CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler den Schöffenrat darauf hin, dass man bei neuen Straßenbenennungen an die verstorbenen ehemaligen Bürgermeister Fred Sunnen und Metty Greisch denken solle.

In der geschlossenen Sitzung wurden abschließend 6 Personalentscheidungen getroffen.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 16 juin 2014

date de l'annonce publique:	06 juin 2014
date de la convocation des conseillers:	06 juin 2014
début:	8h00
fin:	11h45

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Morgenthaler Nathalie

Premier votant:

Mme Reuter-Angelsberg Dagmar

M. Urbany Serge n'a pas pris part au vote des points 17 à 20, 34.

M. Bronzetti Denis n'a pas pris part au vote du point 26.

M. Engel Georges n'a pas pris part au vote des points 27 à 29.

Mme Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote des points 34 à 35.1. et a quitté la séance après le vote du point 36.

Mme Asselborn-Bintz n'a pas pris part au vote des points 35 à 35.2. et a quitté la séance après le vote du point 36.

M. Lorang Mike a quitté la séance après le vote du point 34.

Mme Reuter-Angelsberg Dagmar a quitté la séance après le vote du point 36.



Ordre du jour

Assermentation du sieur SABOTIC Adis comme fonctionnaire de la commune de Sanem

Conformément à l'article 8 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal, l'interpellation suivante a été ajoutée à l'ordre du jour suite à la demande de M. Serge Urbany:

35.A. Interpellation sur la résistance à organiser contre les projets de contournement routier et de dépôt pétrolier.

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour :

24.A. Conversion d'un poste de la carrière de l'ouvrier de nettoyage en la carrière de l'ouvrier communal pour les besoins du département Environnement et sous le champ d'application de la CCT des Ouvriers des Communes du Sud.

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Renouvellement de la voirie dans les rues Pierre Frieden, Joseph Frisoni et rue de Lidice. Devis estimatif détaillé: 1.000.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/09021)

Vote unanime

3. Renouvellement de la conduite d'eau dans les rues Pierre Frieden, Joseph Frisoni et rue de Lidice. Devis estimatif détaillé: 715.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/09013)

Vote unanime

4. Réaménagement du carrefour rue de Niederkorn rue d'Esch à Sanem / Aménagement d'une voie de tourne à gauche. Devis supplémentaire: 120.000,-€ (article budgétaire: 4/624/221313/13041)

Vote unanime

5. Travaux d'extension du réseau d'eau potable du site Belval pour les années 2014 à 2015. Devis estimatif détaillé: 160.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/12042)

Vote unanime

6. Agrandissement des columbariums à Sanem. Devis estimatif détaillé: 75.000,- € (article budgétaire: 4/626/221311/13036)

Vote unanime

7. Acquisition de serrures électroniques SALTO pour les différentes écoles, 2^{ème} phase. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/13108)

Vote unanime

8. Mise en place d'installations alarmes incendie et intrusion au Kulturschapp à Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/831/221311/13026)

Vote unanime

9. Acquisition d'une sonde protectrice pour appareils respiratoires. Devis estimatif détaillé: 25.772,81- € (article budgétaire: 4/322/223220/99001)

Vote unanime

10. Acquisition de matériel divers pour fêtes publiques. Devis estimatif détaillé: 21.000,- € (article budgétaire: 4/860/223800/13114)

Vote unanime

11. Rénovation des chemins au nouveau cimetière de Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 16.000,- € et crédit (création CC+transfert CE) (article budgétaire: 4/626/221313/14002)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

12. Approbation de la convention numéro 2112 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et l'Administration Communale de Sanem concernant la mise à disposition d'un terrain ferroviaire à la Commune de Sanem pour l'aménagement d'un chemin pédestre communal

Vote unanime

13. Approbation d'un acte d'échange avec les consorts KRIER concernant diverses parcelles sises au Paquetbiert à Soleuvre

Vote unanime

14. Approbation d'un acte de vente avec la société «AGILIS S.à r.l.» concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

15. Approbation d'un acte de vente avec la dame NEYENS Regina Eugénie concernant deux parcelles de terrain sises à Belvaux

Vote unanime

16. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société anonyme «IMMO GARANT S.A.» concernant deux parcelles de terrain sises «Rue d'Esch» à Sanem à intégrer dans le Domaine public

Vote unanime

17. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec Monsieur Lino DAS NEVES CARDOSO, Monsieur Claude MULLER, Madame Sylvie Annette Clémentine IRRTHUM, Monsieur Marc Jean-Pierre PELLER et Madame Maryse Edith Valérie DONDLINGER concernant trois parcelles de terrain sises à Ehlerange

Vote unanime

18. Constitution de servitude au profit de CREOS LUXEMBOURG S.A. concernant un poste de transformation avec accès et des câbles électriques souterrains 'moyenne tension' au lieu-dit «Um Woeller» à Soleuvre

Vote unanime

FINANCES

19. Approbation du compte administratif de l'exercice 2011

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	48 637 543,85 €	18 923 399,92 €
Total des dépenses	38 264 945,58 €	30 640 014,40 €
Boni propre de l'exercice	10 372 598,27 €	
Mali propre de l'exercice		11 716 614,48 €
Boni du compte de 2010	9 303 029,55 €	
Mali du compte 2010		
Boni général	19 675 627,82 €	
Mali général		11 716 614,48 €
Transfert de l'ordinaire vers l'extraordinaire	11 716 614,48 €	11 716 614,48 €
Boni définitif:	7 959 013,34 €	
Mali définitif		

Vote(s) positif(s): 10

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine

Vote(s) négatif(s): 3

Lorang Mike, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

20. Approbation du compte de gestion de l'exercice 2011

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	48 637 543,85 €	18 923 399,92 €
Total des dépenses	38 264 945,58 €	30 640 014,40 €
Boni propre de l'exercice	10 372 598,27 €	
Mali propre de l'exercice		11 716 614,48 €
Boni du compte de 2010	9 303 029,55 €	
Mali du compte 2010		
Boni général	19 675 627,82 €	
Mali général		11 716 614,48 €
Transfert de l'ordinaire vers l'extraordinaire	11 716 614,48 €	11 716 614,48 €
Boni définitif:	7 959 013,34 €	
Mali définitif		

Vote(s) positif(s): 13

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine,

21. Etat des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2013

		Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des restants à poursuivre	90.970,88	89.450,12	1.520,76
Total des décharges proposées	15.098,68	15.098,68	
Total des arrérages	106.069,56	104.548,80	1.520,76

Vote unanime

ENSEIGNEMENT

22. Approbation du Projet d'Organisation Scolaire Provisoire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2014/2015

Vote unanime

23. Approbation des plans de réussite scolaire de nos 6 écoles communales pour la période de septembre 2014 à juillet 2017

Vote unanime

SERVICE TECHNIQUE

24. Création d'un poste de technicien diplômé m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

24.A. Conversion d'un poste de la carrière de l'ouvrier de nettoyage en la carrière de l'ouvrier communal pour les besoins du département Environnement et sous le champ d'application de la CCT des Ouvriers des Communes du Sud.

Vote unanime

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

25. Création de quatre postes d'éducateur diplômé à plein-temps à durée indéterminée pour le besoin de la Maison relais Sanem sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5

Vote unanime

DIVERS

26. Approbation de la convention sur l'exploitation du centre national de boules et pétanque à Belvaux-Metzerlach

Vote unanime

27. Approbation du budget 2014 du Centre de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes

Vote unanime

28. Approbation de la convention 2014 du Centre de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes

Vote unanime

29. Approbation d'une convention entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, la Commune et l'Office social de Sanem réglant les relations relatives à l'organisation et au financement des activités de l'Office social

Vote unanime

30. Approbation d'une convention avec l'Office social de la commune de Sanem concernant le projet «Social Opportunities»

Vote unanime

31. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:
- Création d'un poste d'assistant social / assistant d'hygiène sociale (m/f) à plein temps et à durée indéterminée sous le statut de l'employé communal

Vote unanime

Avis favorable

32. Approbation d'une convention avec l'association «EcoSol-Sanem» asbl concernant l'implantation d'une épicerie solidaire sur le territoire de la commune de Sanem

Vote unanime

33. Modification de la composition des commissions consultatives

Néant.

34. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Bonaria Frères, dans la rue Prince Jean à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 16 mai 2014;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de raccordement aux réseaux de la maison n°130 rue d'Esch à Soleuvre par l'entreprise B&R pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 16 mai 2014;
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Bonaria Frères, dans la rue Basse à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 30 mai 2014;
 - d. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Niederkorn à Sanem, effectués par l'entreprise Rix de Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 06 juin 2014;
 - e. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant l'arrêt forcé du chantier de l'entreprise Lisé et fils dans la rue d'Esch à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 10 juin 2014;
 - f. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant l'arrêt forcé du chantier de l'entreprise Lisé et fils dans la rue d'Esch à Soleuvre et le barrage de cette route pour des raisons de sécurité pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 11 juin 2014.

Vote unanime

35. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

décide de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Les dispositions concernant la rue Pierre Neiertz (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	Sur une place, à la hauteur de la maison n° 43

Vote unanime

2. Les dispositions concernant la rue de la Gare (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
2/7	Chemin obligatoire pour cyclistes et piétons, patins à roulettes autorisés	Chemin pour cyclistes et piétons, entre le chemin d'accès à la ferme «Scheierhaff» et la limite communale avec la ville de Differdange
3/1	Cédez le passage	A l'intersection avec le chemin d'accès à la ferme «Scheierhaff»
4/2/1	Stationnement interdit	Dans le chemin d'accès à la ferme «Scheierhaff»
4/2/6	Stationnement interdit, excepté taxi	2 emplacements devant le P&R de la gare de Soleuvre-Belvaux

Vote unanime

3. Les dispositions concernant la rue Jean Anen (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

Article:	Libellé:	Situation:
4/2/6	Stationnement interdit, excepté taxi	2 emplacements devant le P&R de la gare de Soleuvre-Belvaux

Vote unanime

4. Vu le changement de la dénomination d'un tronçon de la rue Scheierhaff à Soleuvre,
Les dispositions concernant la rue Scheierhaff (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:
Les dispositions suivantes sont supprimées:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/1	Circulation interdite dans les deux sens	Chemin près du centre intégré pour personnes âgées
2/2	Contournement obligatoire	Sur les bacs devant le centre intégré pour personnes âgées
2/4	Passage pour piétons	- À l'intersection avec la rue de la Gare - Devant le centre intégré pour personnes âgées - À l'intersection avec la rue Jean Anen
4/2/1	Stationnement interdit	Devant l'entrée du centre intégré pour personnes âgées, sur une distance de 40 m des deux côtés
4/4	Arrêt d'autobus	Devant le centre intégré pour personnes âgées

Vote unanime

5. Vu le changement de la dénomination d'un tronçon de la rue Scheierhaff à Soleuvre, en rue Dickskopp
Les dispositions concernant la rue Dickskopp (CV) à Soleuvre sont instaurées comme suit:

Article:	Libellé:	Situation:
1/2/1	Circulation interdite dans les deux sens	Chemin entre la rue du Bois et l'ancien CIPA
2/2	Contournement obligatoire	Dans les îlots
2/4	Passage pour piétons	- À l'intersection avec la rue de la Gare - Devant l'ancien CIPA - À l'intersection avec la rue Jean Anen
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules destinés au transport de choses, excepté certains jours et heures	Sur toute la longueur

Vote unanime

6. Les dispositions concernant la rue du Brill (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées:

Article:	Libellé:	Situation:
3/1	Cédez le passage	A la sortie du parking situé entre les maisons n°15 et n°21
4/5/1	Place de parcage, véhicule automoteur ≤ 3,5t	Entre les maisons n°15 et n°21

Vote unanime

35.A. Interpellation sur la résistance à organiser contre les projets de contournement routier et de dépôt pétrolier.



Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames, Monsieur,

Conformément à l'article 8 du règlement Intérieur du conseil Communal, je vous prie de mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil communal, le 16 juin 2014, le point suivant:

Interpellation sur la résistance à organiser contre les projets de contournement routier et de dépôt pétrolier.

Argumentation:

A l'occasion de la récente présentation des plans de développement sectoriels lors d'une séance publique à la la Chambre des Députés et d'une séance subséquente d'information pour les collègues échevinaux, le nouveau gouvernement a repris à son compte les anciens projets de contournement et de zone économique nationale "Héierchen" destinée à recevoir un dépôt pétrolier.

Cette présentation a été accompagnée d'un échéancier rapproché dans le cadre d'une phase de consultation de la population et des autorités communales, rendant maintenant nécessaire le lancement immédiat d'une campagne d'information et de mobilisation intensive et d'une envergure dépassant les efforts déjà entrepris au niveau communal.

Au vu de l'ordre du jour de la séance du 16 juin, je constate qu'il n'y a pas de point à l'ordre du jour permettant de traiter de cette question, alors qu'elle me semble primordiale et urgente.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma parfaite considération.

Serge Urbany,
conseiller communal

Le conseil communal se rallie à la position de Monsieur Serge Urbany et charge le «Groupe de travail - Contournement» de se réunir dans les plus brefs délais afin de déterminer les prochaines étapes de la résistance (plus forcée) à organiser contre les projets de contournement routier et de dépôt pétrolier.

Vote unanime

36. Questions et divers



Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Bieles, den 2. Juni 2014

Samschdes, den 31. Mee 2014 wuar e Fairtrade-Brunch an der Schoul 2000. Et sinn awer leider manner Leit komm ewéi erwuart an doduerch si vill Reschter (lessen a Gedréns) iwwregbliwwen.

Een Deel dovun ass, eisen Informatiounen no, un eist Altersheem, eis Maison relais an un déi Leit déi deen Dag gehollef hunn, verdeelt ginn, een aneren Deel huet ee Sportsverein aus der Gemeng kritt, dee grad dee Weekend een Tournéier um Scheierhaff hat.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeindegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Aech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Fro ze stellen:

- Wär et net sënnvoll d'Gesamtkonzept vum Bekanntmaache vu Fairtrade Produkter z'iwwerschaffe fir den Erfolleg ze vergrësseren an ze verhënneren, dass d'Gemeng op Reschter, déi verfallen, sëtze bleift?

Merci am Viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Réponse du collègue échevinal:

D'Tatsaach ass, dat mir vill rescht behalen hunn, an dat alles sënnvoll verdeelt ginn ass, an näischt ewech geheit ginn ass.

En Dënschdeg 3. Juni hat d'Ëmweltkommissioun schon iwwer de Problem vum Bekanntmachung am Publique geschwat, an huet dem Fairtrade Grupp den Optrag ginn dat ganzt Konzept ze iwwerschaffen.

D'Tatsaach ass, dat de Flyer mat dem de Fairtrade Brunch ugekënnegt ginn ass, am Suessem Aktiv dra lung. D'Ëmweltkommissioun huet sech d'Fro gestallt, ob nett e groussen Deel vun de Flyeren onbemierkt an demno ongelies an d'Poubelle geflu sinn.

Als global Konklusioun ass d'Ëmweltkommissioun zum Schluss komm, dat eng nächst Aktioun fir d'Promotioun vu Fairtradeprodukter sollt un eng aner gréisser Aktioun vun der Gemeng mat dru gehaange ginn, z.b. Ambiance Jardin.



Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Bieles, den 2. Juni 2014

An enger Gemengerotssëtzung vum läschte Joer hat d'CSV drop opmierksam gemat, dass Uarbechter am Optrag vun der Gemeng scho virun 8 Auer Moies géifen op öffentleche Plaze méinen an dat obwuel laut Artikel 10 vum "Règlement communal contre le bruit" vun 1990 dëst eréischt ab 8 Auer erlaabt ass.

De Buergermeeschter hat eis deemools zougesechéert, dass heen den zoustänneg Gemengenzerwisser géif mat op de Wee gi sech un d'Reglement ze halen, andeems se solle mat aner Uarbechten ufänken.

Lo ass et awer esou, dass sech schonn an dësem Joer erëm net un d'Reglement gehale ginn ass a scho virun der erlaabter Zait geméint ginn ass.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeindegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Aech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Huet de Buergermeeschter den Uerder net viruginn oder firwat gëtt sech net un d'Reglement gehalten?
- Wéi gedenkt de Schafferot an dësem Dossier virzegoen?
- Wa sech erausstellt, dass d'Uarbechten ev. anescht schlecht z'erleedege sinn, war et dann net méi sënnvoll d'Reglement z'änneren?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Réponse du collègue échevinal:

D'Uweisung hun eis Léit kritt. Et ass net emmer sou einfach dës Uweisung ze befollegen well eis Léit em 7.00 Auer ufenken mat schaffen an dann schons no 7.00 Auer ufenken mat méinen (och um Fenkelbiereg wou eis équipe Rmg fir d' Geméins zoustänneg ass).

Mir proposéieren fir d'Reglement, den Artikel 10, esou ze änneren dass d'Services publics (PCH, CFL an Gemeng) an déi ,déi vir déi virgenannte am Optrag schaffen, dierfen vun 7.00 Auer un mat denen genannten Maschinen schaffen.

D'Auerzäiten, déi ze respektéiere sin, sin zwëschen 8 an 21 Auer, excepté: agriculteurs, vu dass eis Servicer um 7 Auer ufänke mat schaffen a fir déi net dovun ofzehale bis 8 Auer, kéinte mär bei den Exceptiounen d'Services publiques (Gemeng, P&C) derbäi setzen. Da wir de Problem vum Règlement hei geléist. D'Drücksauto'e zum Beispill fueren och ab 7.00 Auer.

Au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Sanem

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article 9 du règlement Intérieur du conseil communal, je voudrais poser la question écrite suivante pour la réunion du 16 juin 2014:

La rue d'Esch à Soleuvre a dû être récemment fermée à cause de fissures s'étant produites du fait des travaux d'infrastructure de la cité en construction en contre-bas de cette rue. Entretemps vous avez dû faire procéder à l'arrêt des travaux de construction.

- Quelles sont les raisons de ces fissures?
- Ne risquent-elles pas de s'aggraver par la suite?
- En quel matériel est constitué le talu de cette rue?
- N'y a-t-il pas incompatibilité générale de construction d'une cité avec l'état géologique préexistant, risquant même de mettre en danger les maisons unifamiliales des riverains qui s'étaient déjà plaint de l'atteinte à leur tranquillité et au bon voisinage parla cité à construire?

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre parfaite considération.
Serge Urbany

Réponse du collège échevinal:

E Samschten viru Paischten ass Awunner aus der Escherstrooss opgefall, dass d'Strooss gerutscht ass Richtung Chantier Kuhn "um Dréisch". Ech war selwer op der Plaz an och eis Permanence war do.

De responsables Ingénieur vun der P&CH war mat op der Plaz. Et handelt sech em eng Staatsstrooss.

D'Strooss ass gespuart, bis den Talus gestäipt ass an et 100 % Sécherheet gett! D'Awunner duerfen erafueren.

Informéiert goufen den öffentlechen Transport, d'Gaswierk an d'Chantieren ronderem. 2 Chantieren si gestoppt gin. Dee vum Lotissement Ennert dem Dreisch an e Poste-Chantier.

De leschten Dänschten war dun direkt eng Réunioun wou déi Responsabel vum Projet Ennert dem Dreisch mat eisen Servicier a mat der Ponts et Chaussée zesumme komm sin fir iwwer d'Suiten ze schwätzen.

Dee selwechten Dag giong en Arrêté de fermeture de chantier fir d'Lotissement Ennert dem Dreisch eraus (Kopie get ausgedeeft). Sie goufen opgefuerdert natierlech all Arbeschten ze stoppen an hier spezialiséiert Bureauen fir d'Statik (Grundbaulabor Trier an Schroeder & Associés) déi se hu missten am Kader vum Chantier mat abannen domat ze chargéieren fir d'Situatioun ze analyséieren a Mesuren ze proposéieren fir ze verhënneren dat den Talus weider rëtscht.

Den 10. Juni war de Bureau Grundbaulabor Trier och op der Plaz. Déi genee Ursach fir d'Rutsche vum Talus konnten sie net direkt feststellen. Dofir mussen Buerunge gemaach gin. Sie hun awer Mesure proposéiert wéi den Talus soll stabiliséiert gin. Den Dossier gouf dann nach an de folgenden Deeg vum Bureau Schroeder & associés komple-

téiert an eis e Freideg den Owend zougestallt. Den Détail vun den Arbeschten déi um Talus ze maache sin fir en ze stabiliséieren goufen définéiert an et sin Zone festgeluecht gin déi soen wou een sech fir wéi eng Arbeschten dierf ophalen.

Eis Servicer sie momentan mat der Analyse am gang fir kennen esou séier wéi méigelech/nach haut e neien Arrêté erauszegin an unzufänken den Talus ze staipen.

Wat d'Ouverture vun der Escher-Strooss ugeht. Do leit et un der Ponts & Chaussées fir hieren Zoustand ze suivéieren an sécher ze stellen dat se erem stabil ass.

Nach emol wat aer Froen am Detail ugeht:

- Quelles sont les raisons de ces fissures?

Ass nach net 100 % geklärt. Et ass um Talus geschafft gin, ofgeholzt gin e Kanal doniewt verluecht gin. Villaicht war den Ennergrond vun der Strooss schons schlecht virdrun. A voir wat d'Buerungen vum Bureau ergin an och d'Analyse vum Staat.

- Ne risquent-elles pas de s'aggraver par la suite?

Ziel ass et fir esou séier wéi méigelech déi néideg Mesuren ze ergräifen dat den Talus gestäipt a stabiliséiert get. Dofir eis Unuerdnung fir déi concernéiert Bureau'en mat der Proposition vun de Mesuren ze chargéieren déi ze huele sin.

- En quel matériel est constitué le talu de cette rue?

Kenne mir iech esou direkt net soen well et sech em eng Staatsstrooss handelt.

- N'y a-t-il pas incompatibilité générale de construction d'une cité avec l'état géologique préexistant, risquant même de mettre en danger les maisons unifamiliales des riverains qui s'étaient déjà plaint de l'atteinte à leur tranquillité et au bon voisinage parla cité à construire?

Wéi gesot kenne mir den geologeschen Opbau an dem Eck vun der Gemeng net. Esou wéi mer en och op 99 % vum reschtlechen Territoire net kennen. Mir wosste awer dat d'Lotissement sech an enger Hanglag befend an dofir hu mir vun Ufank un als Konditioun gesat dat spezialiséiert Statikerbureau'en d'Arbeschten am Virfeld ze analyséieren an duerno ze suivéieren hätten. Wat och geschitt ass.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

37. Nomination d'un rédacteur m/f pour les besoins du secrétariat communal sous le statut du fonctionnaire communal à temps plein.

Est nommé(e):
Sassel Lionel

38. Prolongation de stage du sieur KOMPOSCH François, rédacteur, pour la période du 01.08.2014 au 31.07.2015, soit 12 mois

Prolongation accordée

39. Nomination définitive de la dame URHING Ramona au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} août 2014

Nomée définitivement

ENSEIGNEMENT

40. Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1^{ère} liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2014/2015

- a) un poste d'éducateur, 2^{ème} intervenant au précoce

Est proposé(e):
Metzler Lynn

- b) un poste de surnuméraire du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Kirsch Françoise

- c) un poste de surnuméraire du 2^e, 3^e ou 4^e cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Faber Martine

- d) un poste d'institutrice ou d'instituteur du 2^e, 3^e ou 4^e cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Plus de candidature

PERSONNEL - CIPA «RESIDENCE OP DER WASSERTRAP»

41. Augmentation de la tâche hebdomadaire de travail de la dame BETTENDORFF Nadine aide-soignante au CIPA «Résidence op der Wassertrap», de 20 à 30 heures pour la période 1^{er} mai 2014 au 15 janvier 2015

Augmentation de tâche accordée

42. Augmentation de la tâche hebdomadaire de travail de la dame SEYWERT épouse MEYER Carole aide-soignante au CIPA «Résidence op der Wassertrap», de 20 à 30 heures pour la période 1^{er} mai 2014 au 15 janvier 2015

Augmentation de tâche accordée



Gemeinderatssitzung Sanem vom 16. Juni 2014

Gemeinsamer Widerstand gegen die Umgehungs- straße und die Tanklager von Bascharage

In der heutigen Gemeinderatssitzung am 16. Juni 2014 standen insgesamt 44 Punkte auf der Tagesordnung, unter denen vor allem die Anlegung eines Parkfriedhofes in Sanem, die provisorische Schulorganisation 2014/2015, die Einrichtung einer „Epicerie solidaire“ (solidarischer Kaufladen), die Interpellation von Déi Lénk-Rat Serge Urbany bezüglich des Widerstandes gegen den Bau der Umgehungsstraße und der Tanklager in Käerjeng die meiste Aufmerksamkeit auf sich zogen.



BELES

Bevor die Sitzung offiziell eröffnet wurde, bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler zu entschuldigen. Anschließend wurde Adis Sabotic als neuer Mitarbeiter der Gemeindeverwaltung vereidigt. Danach beschloss der Gemeinderat eine Interpellation des Déi Lénk-Gemeinderates Serge Urbany betreffend den Bau der Umgehungsstraße und der Tanklager in der Nachbargemeinde Käerjeng im Rahmen der Veröffentlichung der „plans sectoriels“ und einen weiteren Punkt hinsichtlich einer Posten-Umwandlung der Tagesordnung hinzuzufügen.



STRABENARBEITEN IN DER RUE PIERRE FRIEDEN, RUE JOSEPH FRISONI UND RUE DE LIDICE

Die ersten beiden Tagesordnungspunkte betrafen Arbeiten in den Straßen rue Pierre Frieden, rue Joseph Frisoni und rue de Lidice in Zolwer. Nachdem die Dauerbaustelle „cité Fénkelberg“ im kommenden Juli abgeschlossen sein wird, haben die Post und Sudgaz angekündigt in den besagten Straßenabschnitten mit ihren Infrastrukturarbeiten weiterzufahren. Da die Gemeinde hier noch veraltete Wasserleitungen aus den 50er Jahren liegen hat und um Kosten zu sparen, wurde dem Gemeinderat nun vorgeschlagen sich bei der Baustelle zu beteiligen.

Gemeindeingenieur Gaston Kaiser präsentierte weitere Details zur geplanten Baustelle. Neben den Arbeiten der Post und Sudgaz, werden für rund 1 Mio. € die Bürgersteige, Bordsteine, der Straßenbelag und die Straßenbeleuchtung erneuert, und die Kollektivantenne unterirdisch verlegt. Daneben werden für 715.000 € das alte Wasserleitungsnetz ausgetauscht. Die Baustelle wird insgesamt 2-3 Jahre andauern.

Bevor der Gemeinderat den beiden Kostenvorschlägen geschlossen zustimmte, erinnerte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass man den Anwohnern nicht mehr so langwierige Baustellen (besonders seitens der Sudgaz) zumuten dürfe. Deshalb gab er dem Gemeindeingenieur den Auftrag, der Post und Sudgaz dieses Mal mehr Druck zu machen die planmäßige Dauer der Arbeiten einzuhalten.

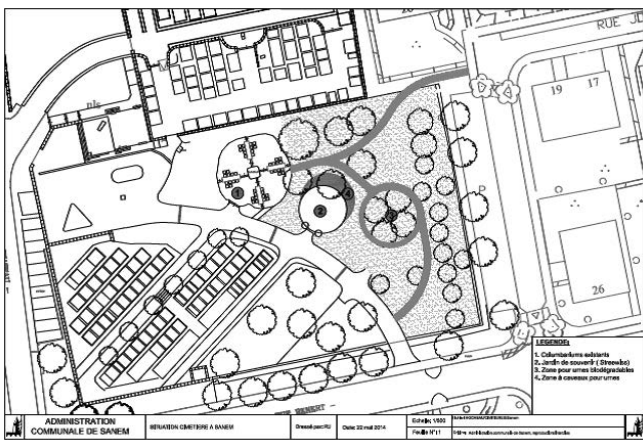
Anschließend verabschiedete der Gemeinderat einstimmig einen zusätzlichen Kostenvorschlag in Höhe von 120.000 € für die Arbeiten an der Kreuzung rue de

Niederkorn und rue d'Esch in Sanem. Die zusätzlichen Kosten entstanden dadurch, dass die Ausschreibung bereits 25 % über dem initialen Kostenaufstellung lag, andere Bordsteine von der Straßenverwaltung verlangt wurden und durch die Post-Arbeiten der Bürgersteig ebenfalls erneuert werden musste.

Desgleichen wurden 160.000 € für die Ausweitung der Trinkwassernetzes auf Belval gutgeheißen.

EIN PARKFRIEDHOF IN SANEM

Da die Kapazitäten der noch freien Kolumbarien auf dem Sanemer Friedhof sich zu Ende neigen und der Schöffenrat sich bereits allgemein Gedanken über alternative Bestattungsformen gemacht hatte, wolle man nun in Sanem den ersten Schritt gehen und anstatt eines Waldfriedhofes, einen Parkfriedhof anlegen.



In der Ortschaft Sanem wird es bald einen Parkfriedhof geben.

Für 75.000 € wird also eine Grünzone mit Parkcharakter angelegt in dem es 2 Zonen für die Beisetzung von Urnen geben wird. Zum einem wird ein Platz eingerichtet, wo man biologisch abbaubare Urnen am Fuße der Bäume beisetzen kann. Zum anderen wird es einen Garten der Erinnerung geben. Dahinter werden sich 10 unterirdische Kolumbarien befinden, in die man jeweils bis zu 4 Urnen beisetzen kann. Dieser Kostenvoranschlag wurde ohne Einwände gestimmt.

Im Zusammenhang mit dem Sanemer Friedhof richtete die CSV-Rätin Carine Reuter-Bauler einige Fragen an den Schöffenrat. In einer vorigen Sitzung hatte die

Gemeinderätin nachgefragt ob man die Mülltonnen eventuell versetzen könne, da sie momentan noch oben am Hang stehen. Deshalb wollte sie nun wissen ob durch die Anlage des neuen Parkfriedhofs und der hierfür benötigten Wege, diese Möglichkeit weiterhin bestehe. Weiterhin wollte sie wissen ob man die Ausleihe von Schubkarren in Erwägung ziehe, um so vor allem den älteren Mitbürgern die Arbeit zu vereinfachen. Daneben machte sie auf eine kaputte Treppe im Eingangsbereich und auf einen Fuchsbau im unteren Teil des Friedhofes aufmerksam. Schließlich informierte sie sich über die Fristen der abgelaufenen Grablizenzen, da verschiedene Gräber sich in einem schlechten Zustand befinden würden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) versprach die Anliegen an den zuständigen Dienst weiterzuleiten. Außerdem erklärte er, dass die Grabkonzessionen über einen Zeitraum von 30 Jahren laufen. Bei Ablauf der Lizenz wird analysiert ob eine Mitteilung in den Zeitungen veröffentlicht wird, worauf sich die betroffenen Familienangehörigen sich melden könnten. Die Mitarbeiter des Standesamtes versuchen ihr Bestmögliches um die Erben zu finden, diese Arbeit sei allerdings nicht immer einfach.

Danach gaben die Gemeinderäte ebenfalls grünes Licht für die elektronische Schlüsselanlage in verschiedenen Schulgebäuden für einen Gesamtpunkt von 40.000 €. Ebenfalls 40.000 € kostet der Austausch der bestehenden Brandmeldezentrale, die Installation einer Alarmanlage und der Einbau eines Feuer- und Rauchschutzvorhangs im Kulturschapp in Ehleringen. Weiterhin stimmte der Gemeinderat dem Kauf eines neuen Prüfgeräts für Sauerstoffflaschen und -masken zu. Da der Feuerwehrkorps der Gemeinde bereits eng mit den Differdinger Feuerwehrleuten zusammenarbeitet und in Zukunft diese Kooperation verstärkt wird, wird das Prüfgerät von beiden Feuerwehren genutzt. Die Gemeinde Differdingen wird sich dementsprechend mit 50 % an den Anschaffungskosten beteiligen. Zudem wurden 21.000 € für den Kauf eines Festzeltes, Bänken und Tischen bewilligt. Anschließend stimmte der Gemeinderat 16.000 € für die Instandsetzung der Fußwege des neuen Friedhofes in Zolwer. In Zukunft werden die Wege auf allen Friedhöfen schrittweise ausgebessert und einen einheitlichen Look bekommen. Es handelt sich hierbei um eine Asphaltdecke mit einer 2cm-Schicht von kleinen Steinen, durch den man ohne Probleme mit einem Kinderwagen oder einem Rollstuhl durchkommt.



Aktueller Zustand
vor Renovierung



Zukünftiger Zustand
nach Renovierung

Die Fußwege auf dem Zolwer Friedhof werden
instandgesetzt.

Nachdem einige Immobilientransaktionen einstimmig bewilligt wurden, kam man dann zu den Abschlusskonten 2011. Obwohl es sich hierbei um die gleichen Zahlen handelt, wurde das Abschlusskonto des Gemeindeeinnehmers (compte de gestion) einstimmig gutgeheißen, dagegen wurde das des Schöffensrates (compte administratif) nur mit den Mehrheitsstimmen von LSAP und Déi Gréng (10 Ja-Stimmen, 3 Nein-Stimmen) verabschiedet.

Zum Restantenetat 2013 gab Gemeindeglieder Gilbert Koster alle nötigen Erläuterungen. Sowohl der Rückgang der noch einzutreibenden Rechnungen als auch der Rückstände, erklärt sich daraus, dass die „recette communale“ mit mehr Personal aufgestockt wurde. Infolgedessen kann der Gemeindeglieder mehr Zeit in die Eintreibung der offenstehenden Rechnungen investieren.

PROVISORISCHE SCHULORGANISATION UND „PLANS DE RÉUSSITE“ 2014 / 2015 VERABSCHIEDET

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) übergab das Wort an die Schulschöfin Myriam Cecchetti (Déi Gréng), die hauptsächlich darauf einging, dass es im Zyklus 1 zwei Klassen weniger gibt, aber die Früherziehung („pré-coce“) wiederum um zwei Klassen erweitert wird, da die Einschreibungen von 86 auf 125 gestiegen ist. Dies sei darauf zurück zu führen, dass es für das Schuljahr 2014/2015 zwei Früherziehungsklassen als Pilotprojekt

geben wird in denen die Kinder Ganztags betreut werden und zwar in Sanem und in Beles Chemin-Rouge. Nach zwei Trimestern wird eine Bilanz gezogen ob dieses Projekt den Kleinkindern zugutekommt und somit ein weiteres Jahr funktionieren wird oder ob das Projekt eingestellt wird.

Lehrer Guy Theis gab einen Einblick in die Schulorganisation.

Insgesamt 1425 Kinder sind in den Schulen der Gemeinde Sanem eingeschrieben. Neben kleineren Variationen zum vorigen Schuljahr, besteht die größte Veränderung darin, dass der Schwimmunterricht nicht mehr integral von den Bademeistern gehalten wird. Obwohl das Lehrpersonal mit dem bestehenden System zufrieden war, musste man sich dem neuen Gesetz anpassen. Nun müssen die Lehrer den Schwimmunterricht selber halten. 2 Schwimmmeister bleiben trotzdem angestellt, dies im Sinne der Nicht-Schwimmer und der allgemeinen Aufsicht in der Schwimmhalle.

Anschließend erläuterte Guy Theis die „plans de réussite“ (Erfolgspläne) der 6 Schulen der Gemeinde. Diese wurden in Arbeitsgruppen zusammen mit den Elternvertretern ausgearbeitet und umfassen jeweils 10 Ziele und Objektiv.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bedankt sich beim Präsidenten des Schulkomitees Guy Theis und dem ganzen Lehrpersonal für die Aufstellung der Schulorganisation und der „plans de réussite scolaire (PRS)“. Schulschöfin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) schloss sich dem an und fügte noch hinzu, dass die Schulen in der Gemeinde Sanem sehr viele pädagogisch wertvolle Projekte umsetzen, wie zum Beispiel der Büchermarkt, der Lesewettbewerb und ein Theaterstück in Zusammenarbeit mit Handicap International.

Für Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) seien die „plans de réussite scolaire (PRS)“ ein wichtiger und notwendiger Ansatz, dennoch solle man noch weitergehen und das Konzept der Ganztagschule einführen. In diesem Kontext habe er also seine Schwierigkeiten mit dem zukünftigen Schulkomplex in Belval, da dort nicht in diese Richtung geplant worden sei. Außerdem müsse man sich im Zusammenhang mit den Sprachkompetenzen überlegen, ob es nicht sinnvoller sei, die Anzahl der Schüler pro Klasse herunterzusetzen. Vor allem in den unteren Klassen sei es wichtig in kleineren Klassen zu unterrichten um individueller auf die Kinder eingehen zu können.



Die provisorische Schulorganisation und die „plans de réussite“ 2014/2015 wurden verabschiedet.

Daraufhin antwortete zunächst Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng), dass die Früherziehungs-Klassen und die enge Zusammenarbeit zwischen den Schulen und der „Maison Relais“ bereits Schritte in Richtung Ganztagsbetreuung seien. Zu der geplanten Schule in Belval, informierte die Schöffin, dass man noch vor kurzem eine Unterredung mit dem Schulministerium hatte, in der besprochen wurde wie die Schule in Belval aussehen soll. Da eine Komplettänderung des Konzepts nicht mehr möglich ist (die Architektenpläne sind bereits fertig), könne man die Infrastrukturen nur bedingt noch ändern. Dennoch wird es auch dort eine Verschmelzung der Schule und der außerschulischen Kinderbetreuung geben, dies ganz im Sinne einer optimalen Betreuung der Kinder

Lehrer Guy Theis informierte weiterhin, dass es eine Arbeitsgruppe bei der Ausarbeitung der Baupläne gab, in der auch das Lehrpersonal vertreten war. Den meisten Wünschen der Lehrer (wie z.B. Zwischenräume, 1 einziger Campus mit der „Maison Relais“) wurde Folge geleistet. Er betonte, dass die Schulen und die „Maison Relais“ in der Gemeinde bereits von Beginn an sehr eng miteinander verbunden sei und auch die Zusammenarbeit mit der Gemeindeverwaltung sehr gut funktioniere.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bekräftigte die Erklärungen von seiner Kollegin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) und Lehrer Guy Theis. Es sei nebensächlich wie man es nennt, ob es als Ganztagschule betitelt werde

oder anders, wichtig sei die Betreuung der Kinder. Eine enge Zusammenarbeit zwischen allen Akteuren sei oberste Priorität.

Anschließend bewilligten die Gemeinderäte einstimmig die provisorische Schulorganisation und die „plans de réussite scolaire (PRS)“.

Ebenso verhielt es sich bei den darauffolgenden Punkten. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erläuterte zunächst die Schaffung eines diplomierten Techniker-Postens und die Umänderung eines Arbeiter-Postens. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte dann die Schaffung von 4 Erzieher-Stellen für die „Maison Relais“ in Sanem und in Beles, die für die Betreuung der Früherziehungsklassen nach der „formalen“ Bildung zuständig sein werden. Hier handelt es sich um die beiden supplementären Klassen im Roude Wee und in Sanem. Dort wo ab September 2014 ein Projekt zwischen Maison Relais und Früherziehung vom Ministerium bewilligt wurde.

Danach stimmte der Gemeinderat ebenfalls einhellig die Konvention hinsichtlich das nationale Boulodrome („Centre national de boules et pétanque“) in Beles-Metzerlach, das Budget und die Konvention bezüglich des Jugendtreffs SABA und die Konvention zwischen dem Familienministerium, der Gemeinde und dem Sozialamt in Bezug auf die Organisation und Finanzierung der Aktivitäten des Sozialamtes.

„SOCIAL OPPORTUNITIES“ UND „EPICERIE SOLIDAIRE“ ALS WEITERE ECKPFEILER DER SOZIALPOLITIK IN DER GEMEINDE

In seiner Einführung zu den beiden nächsten drei Punkten, war Bürgermeister Georges Engel (LSAP) stolz verkünden zu dürfen, dass die Gemeinde Sanem in Sachen Sozialpolitik neue Wege beschreiten wird und somit dem sozialen Anspruch gerecht werden wird.

Zunächst erläuterte Schöffin für Sozialfragen und Präsidentin der Dritталterskommission Seniorenschöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) die Konvention „Social Opportunities“, die 2 `volets` hat. Einerseits die Ausarbeitung und die Schaffung eines Service für Senioren und andererseits die Ausarbeitung verschiedener Projekte im sozialen Bereich, vor allem eine „Maison Sociale“ und eine Schlichtungsstelle für soziale und nachbarliche Beziehungen und die Koordination der laufenden Projekte, wie z.B. die „Epicerie Solidaire“ und „Baby+“.

Hierfür die vor allem auf einen Service für Senioren zielt. Daneben sollen unter anderem eine „Maison Sociale“ und eine Schlichtungsstelle für soziale und nachbarliche Beziehungen eingerichtet werden. Hierfür und für die Koordination der laufenden Projekte, wie z.B. die „Epicerie solidaire“ und „Baby+“, wird eine Person benötigt, die sich in diesem Bereich bestens auskennt. Die Sozialarbeiterin Tamara Cozzi wird deshalb für das „Social Opportunities“-Projekt vom Sozialamt freigestellt und wird also für 2 Jahre als Projektmanagerin fungieren. Sie wird für 20 Stunden in Zusammenarbeit mit der Schöffin für Senioren den Service Senior und für 20 Stunden zusammen mit dem Präsidenten des „Office Social“ die anderen Projekte ausarbeiten und betreuen. Laut Konvention wird die Sozialarbeiterin dann auch dementsprechend entlohnt, (50 % von der Gemeinde und 50 % vom „office social“) Daher muss ihre Stelle mit einem neuen Posten ausgeschrieben werden. Die Konvention läuft erst einmal für 2 Jahre, ist aber verlängerbar und der Gemeinderat kann sich jederzeit einschalten.

Auch Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jos Piscitelli (LSAP) bedankte sich bei der Gemeinde: „Dies ist ein großer Tag. Neben den Hauptaufgaben des Sozialamtes wird hiermit der zweite Bereich der Sozialarbeit geöffnet. Mit diesem Projekt kann man Bürger präventiv unterstützen bevor sie zu einem Sozialfall werden würden. Hier wird also der Grundstein für eine Sache gelegt, die der Gemeinde zu Gute kommen wird. Vielen Dank im Namen des Sozialamts.“

CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler, als Mitglied des Sozialamtes, begrüßte diese neue Zusammenarbeit ebenfalls. Sie drückte aber auch ihre Bedenken aus, da dieses Projekt sehr ambitiös sei und aus vielen verschiedenen Bereichen bestehe. Dennoch hoffe sie, dass dieses Vorhaben mit der sehr engagierten Sozialarbeiterin erfolgreich sein wird.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) zeigte sich ebenso zufrieden, denn Sozialpolitik bestehe auf vielen Ebenen. Das Projekt „Social Opportunities“ habe sehr viele gute Ansätze und er wünsche sich eine detailliertere Präsentation in einer späteren Gemeinderatsitzung.

Neben dem „Social Opportunities“-Projekt und der Schaffung eines Postens im Sozialamt, stand nun die Konvention bezüglich der Errichtung einer „Epicerie solidaire“ auf dem Plan. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass dieses Projekt ihm persönlich sehr am Herzen liege. Anstatt eines typischen Sozialladens („social“), sei es ihm wichtig gewesen, dass es „solidaire“ sei. Denn nur so kann man die Stigmatisierung der in Schwierigkeiten befindenden Menschen verhindern. Deshalb sei es ein langer Prozess gewesen um diese Art von Laden auf die Beine zu stellen. Dann übergab er das Wort an Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng“), die zunächst einen Überblick über die Entstehung des Projektes gab. Sie sprach von einem historischen Moment, denn nach 6 Jahren Vorarbeit könne nun endlich das Geschäft bald eröffnet werden. Im Gegensatz zu den üblichen „Epiceries sociales“, wo die Kunden vom Sozialamt vermittelt werden, wird die „Epicerie solidaire“ ein fast normaler Laden in der Ortschaft werden, in dem alle Mitbürger einkaufen können.

Um dieses Pilotprojekt realisieren zu können, muss also eine Konvention mit der neugegründeten Vereinigung „EcoSol-Sanem asbl“ unterschrieben werden. So kann Ende des Jahres in Zolwer (2, rue du Knapp) die „Epicerie solidaire“ eröffnet werden.

Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jos Piscitelli (LSAP) bedankte sich bei der Gemeinde und bei allen, die bei diesem Projekt mitgearbeitet haben. Danach gab er noch einige Erklärungen zur Funktionsweise des Ladens. So wird die „Epicerie solidaire“ zu jeweils 50 % von der Gemeinde und vom Sozialamt getragen. 2 neue Vereinigungen (die „EcoSol-Sanem asbl“ und die Kooperative „EpiSol-Sanem“) mussten gegründet werden und es gibt eine enge Zusammenarbeit mit „Sozial Affair asbl“ (ein Netzwerk bestehend aus 12 Mitgliedern

aus dem sozialen und Gesundheitssektor, das sich für die Beschäftigung und Wiedereingliederung von Menschen in prekären Lebenssituationen einsetzt). Die neugegründete „EcoSol-Sanem“ ist somit der verlängerte Arm der Gemeinde um solche Projekte umzusetzen. Außerdem werde auch eine Person als Projektmanager eingestellt, die die „Epicerie solidaire“ mitaufbauen wird und später auch den Laden leiten wird.

Alle 3 Punkte wurden mit großer Zustimmung von allen Gemeinderäten verabschiedet.

Anschließend stimmte der Gemeinderat einige temporäre Verkehrsregelungen die der Schöffenrat genommen hatte und 6 Umänderungen im Hauptverkehrsreglement der Gemeinde.

INTERPELLATION VON DÉI LÉNK-RAT SERGE URBANY BEZÜGLICH DES WIDERSTANDES GEGEN DEN BAU DER UMGEHUNGSSTRAßE UND DER TANKLAGER IN KÄERJENG

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) erhielt dann das Wort um seine eingereichte Interpellation zu erläutern. Zunächst bedankte er sich beim Schöffenrat, dass sein Gesuch kurzfristig in die Sitzung aufgenommen wurde, denn es sei ein extrem wichtiger Punkt. Nachdem die „plans sectoriels“ der Regierung in der Abgeordnetenkammer und den Schöffenräten präsentiert worden sind, in denen die beiden Projekte weiterhin feststehen, laufen die Prozeduren und Fristen bald an, deshalb müsse man schnellstens reagieren. Er sei der Meinung, dass die Gemeinde in den vergangenen Jahren ihre Position und Meinung ganz klar gemacht habe (Informationsversammlungen, Gründung einer Arbeitsgruppe, eigens eingerichtete Homepage, Petition, etc.), sogar Alternativen präsentiert hat. Er sei nun enttäuscht von der neuen Regierung, die versprochen hatte ihren Standpunkt zu überdenken. Für ihn sei der Widerstand gegen diese Projekte keine NIMBY-Haltung seitens der Gemeinde (englischsprachiges Akronym für „Not In My Back Yard“, dt. Nicht in meinem Hinterhof), sondern mit guten Argumenten fundiert. Die Regierung führe einen regelrechten Handstreich durch, wenn man den Zeitpunkt der Veröffentlichung der sektoriellen Leitpläne bedenkt und die dazugehörigen Fristen dementsprechend in den Ferienmonaten liegen. Seiner Meinung nach sei die Umgehungsstraße eine wahrhaftige Fehlplanung, die

die Verkehrsprobleme in Käerjeng nicht lösen wird. Der 90 Mio. € teure „Contournement“ stelle nur eine Anschließung an die Tanklager dar und mit den Geldern könnte man die realen Probleme des Durchgangsverkehr in der Umgegend lösen. Er verstehe nicht wie der Schöffenrat der Nachbargemeinde Käerjeng so blind sein könne.



Der „Contournement“ und die Tanklager in Käerjeng scheinen für die Regierung beschlossene Sache zu sein. Aktiver Widerstand der Bevölkerung ist nun nötig.

Deshalb forderte der Déi Lénk-Rat Serge Urbany den Gemeinderat dazu auf, durch eine verstärkte Aufklärungs- und Mobilisationskampagne einen aktiven Widerstand gegen das Projekt der Umgehungsstraße Bascharage sowie gegen die Implantierung der Tanklager in Bascharage-Héierchen in der Bevölkerung herbeizuführen. Dies nicht nur in der Gemeinde Sanem, sondern auch in Käerjeng und in den umliegenden Gemeinden. Man könnte z.B. ein Fest an der Stelle wo die Umgehungsstraße verlaufen wird ausrichten, damit es den Leuten klar wird, was da alles zerstört werden würde (unter anderem eine Natura 2000-Zone). Außerdem müsse man ein Dossier erstellen mit sachlichen Informationen und einer juristisch fundierten Argumentation, mit dem sich die Bevölkerung informieren kann. Es gehe nämlich jetzt ganz schnell, ab dem 27. Juni läuft die Prozedur nur über 4 Monate und es sei extrem problematisch, dass die schriftlichen Einsprüche der Bürger nur bis zum 11. August eingereicht werden können. Deshalb müsse man jetzt unbedingt die Menschen mobilisieren, die Diskussionen anfachen, eine Widerstandsoffensive starten und so politischen Druck auf die Regierung ausüben.

Seine Argumentation stieß bei allen Fraktionen auf vollstes Verständnis. Zunächst bedankte sich Bürgermeister Georges Engel (LSAP) beim Déi Lénk-Rat für seine Ausführungen. Der Widerstand soll weiterhin von der Arbeitsgruppe, die der Schöffenrat eingesetzt hat, organisiert werden, da in dieser alle Parteien und Umweltorganisationen der Gemeinde vertreten sind und eine kleine Gruppe flexibler als der Gemeinderat ist. Die Diskussion werde aber nach wie vor im Gemeinderat stattfinden. Zur Prozedur und zu den Fristen erklärte der Bürgermeister, dass die öffentliche Ermittlung („enquête publique“) am 27. Juni anläuft, am 1. Juli eine öffentliche Informationsversammlung der Regierung stattfindet, die schriftlichen Einsprüche der Bürger bis zum 11. August an den Schöffenrat geschickt werden müssen und der Gemeinderat dann bis zum 28. Oktober seinen Avis (mit den Beanstandungen der Bevölkerung) einschicken muss. Die Arbeitsgruppe werde in den nächsten Tagen einberufen werden um konkrete Aktionen zu planen. Man werde ganz sicher, wie schon geplant, einen vorgedruckten Brief ausarbeiten, mit dem es der Bevölkerung vereinfacht wird, ihren Einspruch anzumelden.

Auch die anderen Fraktionen des Gemeinderates stehen 100 % hinter der Arbeitsgruppe gegen den Bau der Umgehungsstraße Bascharage. LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli ging sogar noch weiter und forderte dazu auf, dass man nun „à la baïonette“ mit allen erdenklichen Mitteln dagegen ankämpfen müsse. Denn für ihn sei es klar, dass die Absichten der Regierung zum Bau der Umgehungsstraße und der Tanklager beschlossene Sache sei. Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) schloss sich ihm an und erinnerte daran, dass jeder einzelne Gemeinderat sich nun verstärkt beteiligen müsse. Die Gemeinderätinnen Carine Reuter-Bauler (CSV) und Patricia Speck-Braun (DP) sicherten ebenfalls ihre totale Unterstützung zu. Die CSV-Rätin betonte, dass sich ihre Fraktion auch zu den Zeiten als die CSV in der Regierung war, gegen diese Pläne gewehrt habe und sich nichts an ihrer Meinung geändert habe. Abschließend bemerkte Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany, dass die Gemeinde selber eine Informationsversammlung organisieren sollte, da die am 1. Juli von der Regierung gelenkt werde und oberflächlich sein werde, ohne auf konkrete Probleme einzugehen.

Es wurde also beschlossen, die Arbeitsgruppe noch in diesem Monat zusammenzurufen um die nächsten Schritte zu planen und durchzuführen.

ERDRUTSCH IN DER RUE D'ESCH IN ZOLWER


Im letzten Teil der öffentlichen Sitzung ging es um 3 an den Schöffenrat adressierte Fragen. Bei den ersten beiden von der CSV eingereichten Fragen handelte es sich um das Konzept des Fairtrade-Brunches und um den morgendlichen Arbeitsbeginn der Gemeindearbeiter auf öffentlichen Plätzen.

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) antwortete zur ersten Frage, dass der Grund (warum viele Restgetränke und -essen übrig geblieben waren) sei, dass die Umweltkommission keine Anmeldungspflicht für das Brunch vorgesehen hatte. Leider kamen weniger Besucher als erhofft, da die Einladung hierfür wahrscheinlich beim Gemeindeverteiler unter den anderen Publikationen unbemerkt blieb. Man müsse sich nun überlegen, wie man mehr Werbung für solche Events machen könnte und man diese Veranstaltungen verbessern könnte. Die übriggebliebenen Produkte wurden außerdem sinnvoll weiterverwendet. Es werde auch in der Umweltkommission nach anderen Lösungen gesucht um Fairtrade Produkte bekannter zu machen.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) informierte zu der zweiten Frage, dass die Anweisung selbstverständlich an den technischen Dienst weitergeleitet worden war. Es sei allerdings möglich, dass sich nicht alle Mitarbeiter auf die Minute genau daran halten. Es sei zudem schwierig für die Mannschaften die um 7 Uhr mit der Arbeit beginnen, bis exakt 8 Uhr mit dem Rasenmähen zu warten. Deshalb schlug er vor, das Gemeindecodex bezüglich der Lärmeinschränkung im Sinne der nötigen Gemeindearbeiten abzuändern. Die öffentlichen Dienste (wie z.B. die Straßenverwaltung, die CFL, etc.) die ausnahmsweise vor 8 Uhr arbeiten dürfen, werden auf die Gemeindedienste ausgeweitet.

Danach bat Déi Lénk-Rat Serge Urbany in einer schriftlichen Anfrage um zusätzliche Details zum Erdrutsch und zur darauffolgenden Straßensperrung der rue d'Esch in Zolwer.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass am 7. Juni den Anwohnern Risse im Straßenbelag und der Erdrutsch in Richtung der Baustelle aufgefallen seien. Neben dem Bürgermeister, war der zuständige Ingenieur der Straßenverwaltung („Administration des Ponts et Chaussées“) vor Ort, da es sich hierbei um eine staatliche Straße handelt. Dieser veranlasste die Straßensperrung und die Umleitung, bis die abgerutschte



Böschung stabilisiert ist und es wieder eine 100 % Sicherheit gibt. Der öffentliche Transport, das Gaswerk und die umliegenden Baustellen wurden sofort informiert. Die Baustellen für die neue Wohnsiedlung „Ennert dem Dréisch“ und Arbeiten der Post wurden unverzüglich gestoppt. In der darauffolgenden Versammlung kamen Baubetreiber, Straßenverwaltung und die zuständigen Gemeindedienste zusammen um über die nächsten Schritte zu beraten. Anschließend wurde ein „Arrêté de fermeture de chantier“ von der Gemeinde für die Arbeiten der Wohnsiedlung ausgesprochen, in der die Baugesellschaft natürlich aufgefordert wurde, ihre spezialisierten Ingenieurbüros (Schroeder&Associés und Grundbaulabor Trier) zu beauftragen die Situation zu analysieren und Maßnahmen zur Stabilisierung der Böschung zu nehmen. Am 10. Juni war das Grundbaulabor Trier vor Ort und Stelle. Die genaue Ursache des Erdbebens konnte nicht sofort festgestellt werden. Daher müssen Bohrungen vorgenommen werden. Die Stabilisierungspläne wurden der Gemeinde am darauffolgenden Freitag zugestellt. In diesen steht welche Maßnahmen getroffen werden und in welcher Zone man sich für die verschiedenen Arbeiten aufhalten darf. Die Gemeindedienste arbeiten bereits an einem neuen „Arrêté“ um mit den Stabilisierungsarbeiten beginnen zu können. Die Straßensperrung wird erst dann von der Straßenverwaltung aufgehoben, wenn absolut keine Gefahr mehr besteht.

Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) begrüßte die Reaktion des Schöffensrates, die Arbeiten unverzüglich zu stoppen. Er erinnerte aber auch daran, dass er sich bei der Abstimmung zum Bau der neuen Wohnsiedlung enthalten habe, weil es sich hierbei seiner Meinung nach um kein gut durchdachtes Projekt handelt. Außerdem wurde diese Straße und der Hügel seinerzeit beim Bau mit Schlacken und weiterem unbekanntem Material aufgeschüttet, so dass ein Abrutschen fast vorhersehbar gewesen sei. Außerdem habe das Abholzen der Bäume auch den Erdbeben vorprogrammiert. Es sei für ihn inkompatibel, dass nun an dieser Stelle weiterhin Residenzen und Einfamilienhäuser gebaut werden sollen. Wenn weiterhin an diesem Bauvorhaben festgehalten werde, führe dies zu teuren Stützmaßnahmen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete daraufhin, dass er den geologischen Aufbau dieser Umgebung dort nicht kenne. Es wurde aber schon lange vor der Abstimmung der neuen Wohnsiedlung beschlossen, „Ennert dem Dréisch“ von einer Grünzone zu Bauland umzuwandeln, nämlich beim Votum zum PAG im Jahr 2003. Durch die Hügellage wurde aber vom Schöffensrat von Anfang eine Bedingung an die Baugesellschaft

gerichtet, dass spezialisierte Ingenieurbüros im Vorfeld der Bauarbeiten die Statik analysieren und verfolgen müssen. Was auch geschehen sei und daher habe sich die Gemeinde keine Vorwürfe zu machen. Es sei allerdings auch Nonsense, das geplante Bauvorhaben der neuen Wohnsiedlung zu stoppen. Die Dichte der Bebauung und der von Serge Urbany kritisierte Urbanismus habe absolut gar nichts mit dem Erdbeben zu tun. Zudem werden die Stabilisierungs- und Stützmaßnahmen von der Baugesellschaft als Verursacher des Erdbebens übernommen.

In der geschlossenen Sitzung wurden abschließend 6 Personalentscheidungen getroffen. Unter anderem wurde Lionel Sassel als neuer „rédacteur“ gestimmt, Mitarbeiterin Ramona Urbing erhielt ihre definitive Nominierung und die erste Liste des Lehrpersonals wurde bestimmt.





Commune de Sanem